Publié le 06/10/2026

COLLECTIVITE DE LA MARTINIQUE

VILLE DE SCHOELCHER

QUESTION N° 1.1

PROCES -VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 26 MAI 2026



L'an deux mille vingt-six et **le 26 mai, à dix-sept heures et trente-neuf minutes,** le Conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Daniel CHOMET, le Maire.**

Étaient présents : MM./Mmes Daniel CHOMET, Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND, Joëlle TAILAME, Georges HARPON, Laura BEDOUIN (à partir de 18h11), Stanley SYMPHOR, Jill OCTAVIA, Sandra PALIX, Jean-Yves CHALBOT, Patrick ULTET, Jocelyn CACHACOU, Guylène JUNKERE, Dominique JOSEPH-MONROSE, Karine BAUDIN, Nathalie CHAUVET, Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN, Eddy ARNOLIN, Claudia NELLER, Sandrine DESIRE, Olivier PIERRE-FRANCOIS, Doris MAJESTE, Alec BEROARD, Rodrigue Mickaël GRELET, Yolène LARGEN-MARINE, Flore Eva FRANCILLETTE EPSE FLERIAG, Didier MARMOT, Emmanuelle TIBURCE EPSE RUBIN, Noham BODARD.

Absent : M. Pierre MIDELTON.

Absents excusés : MM./Mmes Manuel Maxime GHUNAIM, Youly AGASTA, Marie GARON NEE GIRAUD, Maurice JOSEPH-MONROSE.

Procurations : MM./Mmes Manuel Maxime GHUNAIM, Youly AGASTA, Marie GARON NEE GIRAUD ont respectivement donné procuration à Patrick ULTET, Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND, Didier MARMOT.

Monsieur le Maire salue l'assemblée. Puis, il cède la parole à ***Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services,*** qui procède à l'appel nominal des Conseillers et au contrôle du quorum.

Sur invitation de ***Monsieur le Maire, Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services***, déclare qu'avec **27 Conseillers municipaux présents, le Conseil municipal peut valablement délibérer.**

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Madame Sandra PALIX propose sa candidature aux fonctions de Secrétaire de séance.

En l'absence d'autre candidature, ***Monsieur le Maire*** demande à l'assemblée délibérante de faire connaître son vote.

Madame Sandra PALIX **est désignée, à l'unanimité, Secrétaire de séance du Conseil municipal du mardi 26 mai 2026.**

Monsieur le Maire indique que plusieurs dossiers ayant été remis sur table, il est proposé aux Conseillers de les inscrire à l'ordre du jour de la présente séance. Parmi ceux-ci figure un document-cadre relatif à l'enveloppe consacrée aux animations traditionnelles de la ville. L'objectif est de veiller, pour les manifestations à venir, à ce que les délibérations correspondantes soient adoptées préalablement à leur organisation, et non a posteriori, sous réserve des contraintes qui peuvent ponctuellement se présenter.
Il est également proposé d'ajouter deux mises en mission : l'une au titre de l'Association des petites villes de France, l'autre au titre de l'Association nationale des élus des territoires touristiques. Une proposition d'organisation commune de ces déplacements sera présentée afin d'en optimiser les modalités.
Deux autres points concernent la modification des représentations des titulaires et des suppléants au sein du Comité social territorial. Cette modification est rendue nécessaire afin de permettre au Maire de siéger régulièrement en qualité de président du CST, dès lors que, dans ce cadre, il doit figurer sur la liste des représentants désignés.
Une nouvelle proposition de liste sera donc soumise au Conseil municipal. Elle aura pour effet de modifier le nombre de représentants titulaires et suppléants, sans remettre en cause l'équilibre général des représentations.
Il convient également de compléter la liste des représentations au sein de certains organismes, notamment l'Agence des cinquante pas géométriques, le CROUS, la mission locale, le CODEV, ainsi que la SPL Énergies. Cette dernière désignation est importante, la commune ayant été informée de cette nécessité postérieurement à l'envoi des documents préparatoires.
Cette désignation revêt un intérêt particulier compte tenu du rôle de la SPL Énergies et des sollicitations déjà adressées à certains élus, en vue de l'installation des instances des organismes extérieurs. Il est demandé aux membres du Conseil municipal s'ils souhaitent formuler des observations, proposer des points supplémentaires ou inscrire des questions diverses.

A la demande d'un élu municipal, ***Monsieur le Maire*** annonce qu'une question diverse est à inscrire à l'ordre du jour.

Madame Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN souhaite poser une question.

Monsieur le Maire lui suggère d'intervenir lorsque la rubrique « questions diverses » sera abordée.

Monsieur le Maire donne lecture de l'ordre du jour de la séance :

GOUVERNANCE

1.1 Approbation du Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 07 avril 2026
1.2 Constitution de la Commission communale des impôts directs (CCID)
1.3 Constitution de la Commission intercommunale des impôts directs (CIID)
1.4 Abrogation et remplacement de la délibération n° 2026-03-027 en date du 07 avril 2026 portant constitution des membres de la Commission d'appel d'offres (CAO) de la ville de Schœlcher
1.5 Abrogation et remplacement de la délibération n° 2026-03-028 en date du 07 avril 2026 portant constitution des membres de la Commission de délégation de service public et de concession de la ville de Schœlcher
1.6 Constitution de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la ville de Schœlcher
1.7 Désignation des élus siégeant au sein des organismes extérieurs 2026-2033 : Agence des 50 pas géométriques / CROUS/ MILCEM / CODEV/ SMEM / SPL MARTINIQUE ENERGIES NOUVELLES (Distribution sur table)
1.8 Modalités de formation des élus
1.9 Revalorisation des frais de mission des élus municipaux et autorisation d'indemnisation des frais de déplacement lors de l'utilisation du véhicule personnel de l'élu
1.10 Mandat spécial - Mise en mission d'une Conseillère municipale - Exposition « Martinique, cartographies intimes »
1.11 Participation de la ville de Schœlcher aux 28e assises des petites villes de France de l'Association des petites villes de France (APVF) (Distribution sur table)
1.12 Participation de la ville de Schœlcher au 95e Congrès de l'association nationale des élus des territoires touristiques (ANETT) (Distribution sur table)
1.13 Modification de la liste des représentants de la collectivité au Comité social territorial (CST) commun à la ville et à ses établissements publics rattachés (Caisse des écoles et Centre communal d'action sociale) (Distribution sur table)
1.14 Modification de la liste des représentants de la collectivité a la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (F3SCT) instituée au sein du Comité social territorial (CST) commun à la commune et à ses établissements publics rattachés (Distribution sur table)

ADMINISTRATION

2.1 Proposition d'adhésion de la commune à la centrale d'achats RESAH (Réseau des acheteurs hospitaliers)

COHESION SOCIALE ET ANIMATION DU TERRITOIRE

3.1 Programme d'activités du service animation territoriale - Approbation du principe d'annualisation de l'enveloppe financière (Distribution sur table)

INFORMATION

« Fête de la musique village musical 2026 » (Distribution sur table)

QUESTIONS DIVERSES

GOUVERNANCE

1.1 Approbation du Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 07 avril 2026

Monsieur le Maire invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

Les Conseillers municipaux approuvent, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 07 avril 2026.

1.2 Constitution de la Commission communale des impôts directs (CCID)

Sur invitation de ***Monsieur le Maire, Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services,*** présente ce point.

Conformément à l'article 1650 du Code Général des Impôts (CGI), une commission communale des impôts directs (CCID) doit être instituée dans chaque commune dans les deux mois suivants les élections municipales.

Cette commission, dont le rôle est consultatif, intervient surtout en matière de fiscalité directe locale :

- *Elle dresse, avec le représentant de l'administration, la liste des locaux de référence pour déterminer la valeur locative des biens affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile, détermine leur surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants (article 1503 du CGI) ;*
- *Elle participe à l'évaluation des propriétés bâties (article 1505 du CGI) ;*
- *Elle participe à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties ;*
- *Elle formule des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (article R. 198-3 du livre des procédures fiscales).*

En cas de désaccord entre l'administration et la commission ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

La CCID est composée de 9 membres : le maire ou l'adjoint délégué, président, et de 8 commissaires répondant aux conditions suivantes :

- être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne,

- être âgés de 18 ans révolus,

- jouir de leurs droits civils,

- être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune,

- être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Les 8 commissaires, et leurs suppléants en nombre égal, sont désignés par le directeur régional des finances publiques de la Martinique sur une liste de contribuables en nombre double ***dressée par le Conseil municipal, « de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe foncière, à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et à la cotisation foncière des entreprises soient équitablement représentées ».***

Cette liste établie par le conseil municipal doit comporter ***32*** *noms :*

- *Seize (16) noms pour les commissaires titulaires,*
- *Seize (16) noms pour les commissaires suppléants.*

Après désignation des commissaires sur cette liste, le DRFiP en informe le Maire, chargé de notifier la décision aux commissaires retenus.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, indique qu'un appel à candidature a été lancé aux administrés remplissant les conditions requises. Cet appel a été diffusé à compter du 24 avril 2026 sur les supports de communication de la ville, notamment le site internet, la page Facebook, l'affichage à l'entrée de ville, ainsi que par messages adressés aux élus afin de relayer l'information dans leurs réseaux.
À l'issue de cette démarche, vingt candidatures ont été recueillies et peuvent être proposées à la direction régionale des finances publiques. Le Maire propose les noms et la DRFIP complète, au besoin.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services cite les noms suivants :

	TITULAIRES	Lieux de résidence		SUPPLEANTS	Lieux de résidence
1	JAFFRE YOANNA	LA COLLINE	1	MICHEL GILBERT	GRAND VILLAGE TERREVILLE
2	GOUAIT PATRICK	LA COLLINE	2	RENE-CORAIL JOAN	TERREVILLE
3	DUNO DIMITRI	FOND LAHAYE	3	GUIMBERTEAU JEAN	ENCLOS
4	OCCOLIER LIONEL	FOND LAHAYE	4	VARDIN VANESSA	ENCLOS
5	BAPTE VANESSA	GRAND VILLAGE TERREVILLE	5		
6	MERIL ASTRID	GRAND VILLAGE TERREVILLE	6		
7	JAMES FREDERIC	TERREVILLE	7		
8	JURGES MATHILDE	ENCLOS	8		
9	NODIN JOSEPH	RAVINE TOUZA	9		
10	ALCAN JEAN-PHILIPPE	RAVINE TOUZA	10		
11	SOREL SANDRA	RAVINE TOUZA	11		
12	DORDONNE BERNARD	RAVINE TOUZA	12		
13	DULEME MORGANE	BATELIERE	13		
14	RENE-CORAIL CHRISTELLE	BATELIERE	14		
15	ROBERT FRANCK	POINTE DE JAHAM	15		
16	BABIN LOIC	PLATEAU FOFO	16		

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, affirme que ces vingt noms peuvent d'ores et déjà être transmis à la direction régionale des finances publiques, qui procédera à la désignation des commissaires titulaires et suppléants ou, le cas échéant, au complément de la liste.

Monsieur le Maire invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

Monsieur le Maire rappelle qu'un appel à candidatures a été lancé par la ville et qu'il sera renouvelé afin de compléter, autant que possible, la liste des personnes volontaires.
Monsieur le Maire souligne que cette démarche repose sur le volontariat et revêt également une dimension pédagogique.
Afin de ne pas retarder la mise en place du dispositif, il est proposé d'installer la commission sur la base des candidatures recueillies à ce stade, même si la liste demeure incomplète. Cette installation permettra à l'instance de fonctionner, le cas échéant, conformément aux dispositions légales applicables.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, précise que la liste des vingt candidatures recueillies sera transmise à la Direction régionale des finances publiques, laquelle procédera à la désignation des seize membres retenus pour siéger au sein de la commission.

Monsieur le Maire demande si cette liste a vocation à être complétée par l'administration fiscale.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, confirme qu'elle sera, d'office, complétée par la DRFIP.

Monsieur le Maire prend acte de cette précision et invite les membres du Conseil à formuler d'éventuelles questions.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, précise qu'à l'issue de la désignation opérée par la direction régionale des finances publiques, la commune recevra l'arrêté fixant la composition de la Commission communale des impôts directs.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident d'approuver la liste des commissaires pour la mise en place de la Commission communale des impôts directs (CCID).

1.3 Constitution de la Commission intercommunale des impôts directs (CIID)

Sur invitation de ***Monsieur le Maire, Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services,*** présente ce point.

Suite au changement de mandature, il est nécessaire de renouveler la Commissions Intercommunale des Impôts Directs (CIID) de même que pour les CCID.

Les conseils communautaires doivent ainsi constituer une liste de commissaires et de suppléants (en nombre égal), charge ensuite à la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) de les désigner.

Il est demandé à l'EPCI de soumettre à la DRFIP une liste de noms (40 pour la CIID) qui servira à désigner dix (10) titulaires et dix (10) suppléants.

En qualité d'EPCI, la CACEM sollicite donc ses Communes membres afin d'obtenir des listes de personnes qui pourraient être désignées en tant que commissaire.

Conformément à l'article 1650 A du Code Général des Impôts (CGI), la commission intercommunale est composée de onze (11) membres : dix (10) commissaires ainsi que le président de l'EPCI ou un vice-président délégué.

Les commissaires doivent réunir un certain nombre de critères pour être désignés :

- *Être âgé de 18 ans au moins*
- *Être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne*
- *Jouir de leur droits civils,*
- *Être inscrites aux rôles des impositions directes locales de la communauté ou des communes-membres*
- *Être familiarisées avec les circonstances locales*
- *Posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.*

En vertu de l'article 346 A de l'annexe 3 du code général des impôts, la désignation des membres de la commission intercommunale intervient dans les deux mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de l'EPCI suivant, le renouvellement général des conseils municipaux.

La désignation des commissaires est effectuée pour l'ensemble du mandat.

En collaborant avec les services fiscaux de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP), la CIID assure des missions importantes en participant aux travaux relatifs aux évaluations foncières, de manière à identifier les anomalies dans l'établissement des valeurs locatives des principaux impôts locaux (taxe d'habitation sur les résidences secondaires, taxe foncière, cotisation foncière des entreprises). Leur action emporte des conséquences concrètes sur les ressources fiscales perçues par la collectivité.

En cas de désaccord entre l'administration et la commission ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, indique que la commission concernée par le point suivant relève de l'échelle intercommunale. Sa composition sera arrêtée par le Conseil communautaire, sur la base d'une liste de quarante noms. À ce titre, chaque commune est sollicitée afin de proposer dix noms, permettant ensuite à la communauté d'agglomération de constituer la liste globale destinée à être transmise à la Direction régionale des finances publiques.
La commune est donc invitée à transmettre ses propositions à la communauté d'agglomération, qui procédera ensuite à l'adoption de la liste intercommunale avant transmission aux services fiscaux compétents.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services cite les 12 noms suivants :

	NOM PRENOM	Lieux de résidence
1	GOUAIT PATRICK	LA COLLINE
2	JAFFRE YOANNA	LA COLLINE
3	DUNO DIMITRI	FOND LAHAYE
4	BAPTE VANESSA	GRAND VILLAGE TERREVILLE
5	MERIL ASTRID	GRAND VILLAGE TERREVILLE
6	JAMES FREDERIC	TERREVILLE
7	JURGES MATHILDE	ENCLOS
8	GUIMBERTEAU JEAN	ENCLOS
9	DORDONNE BERNARD	RAVINE TOUZA
10	ALCAN JEAN-PHILIPPE	RAVINE TOUZA
11	SOREL SANDRA	RAVINE TOUZA
12	ROBERT FRANCK	POINTE DE JAHAM

Monsieur le Maire invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident d'approuver la liste des contribuables locaux appelés à siéger à la Commission intercommunale des impôts directs (CIID).

1.4 Abrogation et remplacement de la délibération n° 2026-03-027 en date du 07 avril 2026 portant constitution des membres de la Commission d'appel d'offres (CAO) de la ville de Schœlcher

Monsieur le Maire présente le rapport.

Les commissions d'appel d'offres (CAO) sont chargées, aux termes de l'article L1414-2 du CGCT, de choisir les titulaires des marchés publics passés selon une procédure formalisée et dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est supérieure aux seuils européens qui figurent dans l'annexe n° 2 du code de la commande publique (CCP).

Les CAO sont compétentes pour rendre un avis sur certains projets d'avenants, lorsqu'ils entraînent une augmentation supérieure à 5 % du montant global du marché. En dehors de cette procédure, la CAO peut être sollicitée mais son avis ne sera que consultatif.

Le scrutin est secret sauf si l'assemblée décide, à l'unanimité, de procéder au scrutin public.

Il est rappelé qu'avant l'élection, l'assemblée délibérante doit fixer les conditions de dépôt des listes.

Les CAO sont composées :

• du maire, qui en est le président, ou de son représentant délégué à la commande publique.

• pour les communes de 3 500 habitants et plus : de cinq (5) membres titulaires et de cinq (5) membres suppléants appartenant à l'organe délibérant et élus par celui-ci à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Les membres titulaires et suppléants sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Le Maire, président, ne peut se faire représenter par un membre de la CAO. *En séance du Conseil municipal du 7 avril 2026, a été élu membre titulaire de la CAO, monsieur Stanley SYMPHOR. Compte tenu de la volonté de monsieur le Maire de désigner monsieur Stanley SYMPHOR en qualité de représentant à la CAO, il convient de revoir la liste des membres de la CAO.*

Monsieur le Maire rappelle que, par souci de simplification, il avait été envisagé de procéder selon une méthode pratique, consistant à désigner les représentants au sein des commissions en fonction des équilibres de représentation, comme cela avait été fait lors de la précédente mandature.
À la suite d'un retour de la préfecture, il est toutefois demandé que les noms figurant sur les listes présentées par chacune des composantes du Conseil municipal apparaissent de manière explicite dans la délibération, ainsi que les résultats du vote. Cette précision formelle ne modifie ni la répartition, ni le nombre, ni le rôle des représentants désignés, mais vise à sécuriser juridiquement la délibération.
Monsieur le Maire indique que les représentants de la liste conduite par ***Monsieur Didier Marmot*** ont transmis leurs propositions pour les commissions concernées, notamment la Commission d'appel d'offres et la commission relative aux délégations de service public.

Il est précisé que les listes transmises seront reprises dans leur intégralité afin que chacune des listes puisse figurer dans la délibération, sans modification de l'équilibre retenu.

Afin de respecter les formes demandées, ***Monsieur le Maire*** propose de donner lecture des listes et de procéder à un vote à main levée. Cette modalité permettra de constater la présentation effective des listes et d'assurer leur retranscription intégrale à la préfecture, conformément aux exigences rappelées.

Monsieur le Maire précise que cette formalisation diffère de la pratique retenue précédemment, mais qu'elle répond à une exigence de sécurité juridique. Il rappelle qu'une irrégularité dans la constitution des commissions pourrait fragiliser les décisions ultérieurement prises par celles-ci, ce qui justifie une vigilance particulière dans la procédure.

Monsieur le Maire donne lecture des listes :

Liste du groupe « l'Union avec Vivre à Schœlcher », composée de :

- Mmes/MM. Marie GARON NEE GIRAUD, Didier MARMOT, Maurice JOSEPH-MONROSE, Yolène LARGEN-MARINE, membres titulaires,
- MM./Mmes Noham BODARD, Flore Eva FRANCILLETTE EPSE FLERIAG, Pierre MIDELTON, Emmanuelle TIBURCE EPSE RUBIN, membres suppléants.

Liste du groupe « Unis pour Schœlcher », composée de :

- MM./Mme Patrick ULTET, Dominique JOSEPH-MONROSE, Sandrine DESIRE, Eddy ARNOLIN, membres titulaires,
- Mmes/MM. Karine BAUDIN, Guylène JUNKERE, Jean-Yves CHALBOT, Rodrigue Mickaël GRELET, membres suppléants,

Monsieur Stanley SYMPHOR formule l'observation selon laquelle il n'a pas entendu son nom et souhaite que des précisions lui soient apportées.

Monsieur le Maire précise que le président de la commission est le Maire et que celui-ci désigne son représentant ou son suppléant. Il indique que ce représentant ne peut pas être simultanément membre de la commission appelée à être constituée.

Il est précisé que, conformément au point juridique notifié à la commune, ***Monsieur Stanley SYMPHOR***, précédemment identifié comme représentant du Maire, ne peut figurer sur la liste soumise au vote en qualité de membre de la commission. ***Monsieur le Maire*** indique qu'il sera néanmoins désigné comme son représentant, conformément aux règles applicables.

Cette précision permet d'expliquer l'absence du nom de ***Monsieur Stanley SYMPHOR*** dans la liste présentée au vote. ***Monsieur le Maire*** invite ensuite les membres du Conseil à se prononcer et demande qu'il soit procédé au décompte des voix des membres présents et représentés.

Les résultats du vote sont les suivants :

- Total Nombre de votants : 30
- Total Nombre de suffrages exprimés : 30
- Total Sièges à pourvoir : 05

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 6

Ainsi réparties :

La liste « Unis pour Schœlcher » obtient 24 voix.

La liste « L'Union avec Vivre à Schœlcher » obtient 6 voix.

Liste	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL des sièges obtenus
Liste « Unis pour Schœlcher »	24	04		04
Liste « L'Union avec Vivre à Schœlcher »	06	01		01

La liste « Unis pour Schœlcher » obtient 4 sièges et la liste « L'Union avec Vivre à Schœlcher » obtient 1 siège.

Monsieur Noham BODARD indique que le rapport fait apparaître une difficulté principalement liée à la qualité du représentant du Maire au sein de la commission.

Il rappelle que la préfecture a sollicité des précisions concernant la liste commune initialement envisagée. Il fait part d'une interrogation quant aux conséquences de l'absence d'un élu du groupe, qui ne peut être ni présent ni représenté, et s'inquiète de l'incidence éventuelle de cette situation sur la capacité de son groupe à siéger au sein de la commission.

Il précise que le groupe dispose, dans les circonstances du vote, de six voix, et souhaite s'assurer que cette situation ne remette pas en cause la représentation prévue.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services rassure ***Monsieur Noham BODARD*** en lui indiquant que cela ne changera pas la clé de répartition retenue pour les commissions réglementaires.
Pour les commissions réglementaires, la représentation de l'opposition doit être assurée, y compris lorsque celle-ci ne compte qu'un nombre limité d'élus.
Cette règle garantit l'attribution d'une représentation, indépendamment des variations ponctuelles liées aux présences ou aux procurations.

Monsieur le Maire confirme que cette question a constitué un point d'attention. Il indique que la formalisation de la délibération sera ajustée afin de répondre aux observations de la préfecture, sans remettre en cause la répartition entre les groupes.

Il rappelle que ***Monsieur Stanley SYMPHOR*** ne figurera pas sur la liste des membres soumis au vote, dès lors qu'il sera désigné comme représentant du Maire. ***Monsieur le Maire*** remercie ***Monsieur Noham BODARD*** pour son observation et adresse, au nom du Conseil, des vœux de prompt rétablissement à leur collègue.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

- **D'abroger, la délibération n° 2026-03-027 en date du 07 avril 2026 portant désignation des membres de la Commission d'appel d'offres (CAO) ;**

- **De procéder, à l'unanimité, à l'élection, à main levée, des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la Commission d'appel d'offres, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;**

- **Sont déclarés élus à la Commission d'appel d'offres, pour la durée de la mandature :**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
liste du groupe « Unis pour Schœlcher »	
1. Patrick ULTET 2. Dominique JOSEPH-MONROSE 3. Sandrine DESIRE 4. Eddy ARNOLIN	1. Karine BAUDIN 2. Guylène JUNKERE 3. Jean-Yves CHALBOT 4. Rodrigue Mickaël GRELET
liste du groupe « l'Union avec Vivre à Schœlcher »	
5. Marie GARON	5. Noham BODARD

- **D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toute mesure relative à la mise en œuvre de la présente délibération.**

1.5 Abrogation et remplacement de la délibération n° 2026-03-028 en date du 07 avril 2026 portant constitution des membres de la Commission de délégation de service public et de concession de la ville de Schœlcher

Monsieur le Maire présente le rapport.

Les commissions de délégation de service public et de concession sont chargées, aux termes de l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), d'analyser les dossiers de candidature, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre, d'analyser les propositions et d'émettre un avis sur celles-ci. Il appartient à l'assemblée délibérante de la commune d'attribuer le contrat à l'opérateur choisi par l'autorité habilitée à le signer, sur la base du rapport de la commission.

Ces commissions sont composées :

• du maire, qui en est le président, ou de son représentant délégué à la commande publique. ***Il est à noter que le président ne peut se faire représenter par un membre de la commission.***

• pour les communes de 3 500 habitants et plus : de cinq (5) membres titulaires et de cinq (5) membres suppléants appartenant à l'organe délibérant et élus par celui-ci à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Les membres titulaires et suppléants sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Le scrutin est secret sauf si l'assemblée décide, à l'unanimité, de procéder au scrutin public.

Il est rappelé qu'avant l'élection, l'assemblée délibérante doit fixer les conditions de dépôt des listes.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Le Maire, président, ne peut se faire représenter par un membre de la commission de délégation de service public et de concession. *En séance du Conseil municipal du 7 avril 2026, a été élu membre titulaire de la commission, monsieur Stanley SYMPHOR. Compte tenu de la volonté de monsieur le Maire de désigner monsieur Stanley SYMPHOR en qualité de représentant, il convient de revoir la liste des membres de la Commission de délégation de service public et de concession.*

Monsieur le Maire donne lecture des listes :

Liste du groupe « Unis pour Schœlcher », composée de :

- MM./Mme Patrick ULTET, Dominique JOSEPH-MONROSE, Sandrine DESIRE, Eddy ARNOLIN, membres titulaires,
- Mmes/MM. Karine BAUDIN, Guylène JUNKERE, Jean-Yves CHALBOT, Rodrigue Mickaël GRELET, membres suppléants ;

Liste du groupe « l'Union avec Vivre à Schœlcher », composée de :

- MM./Mmes Didier MARMOT, Marie GARON NEE GIRAUD, Pierre MIDELTON, Flore Eva FRANCILLETTE EPSE FLERIAG, membres titulaires,
- MM./Mmes Noham BODARD, Emmanuelle TIBURCE EPSE RUBIN, Maurice JOSEPH-MONROSE, Yolène LARGEN-MARINE, membres suppléants,

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

Les résultats du vote sont les suivants :

- Total Nombre de votants : 30
- Total Nombre de suffrages exprimés : 30
- Total Sièges à pourvoir : 05

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 6

Ainsi réparties :

La liste « Unis pour Schœlcher » obtient 24 voix.

La liste « L'Union avec Vivre à Schœlcher » obtient 6 voix.

Liste	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL des sièges obtenus
Liste « Unis pour Schœlcher »	24	04		04
Liste « L'Union avec Vivre à Schœlcher »	06	01		01

La liste « Unis pour Schœlcher » obtient 4 sièges et la liste « L'Union avec Vivre à Schœlcher » obtient 1 siège.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

- **D'abroger, à l'unanimité, la délibération n°2026-03-028 en date du 07 avril 2026 portant désignation des membres de la Commission de délégation de service public et de concession ;**

- **De procéder, à l'unanimité, à l'élection, à main levée, des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la Commission de délégation de service public et de concession, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;**

- **Sont déclarés élus à la Commission de délégation de service public et de concession, pour la durée de la mandature :**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
liste du groupe « l'Union avec Vivre à Schœlcher »	
1. Patrick ULTET **2. Dominique JOSEPH-MONROSE** **3. Sandrine DESIRE** **4. Eddy ARNOLIN**	**1. Karine BAUDIN** **2. Guylène JUNKERE** **3. Jean-Yves CHALBOT** **4. Rodrigue Mickaël GRELET**
liste du groupe « l'Union avec Vivre à Schœlcher »	
5. Didier MARMOT	**5. Noham BODARD**

- **D'autoriser *Monsieur le Maire* à prendre toute mesure relative à la mise en œuvre de la présente délibération.**

1.6 Constitution de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la ville de Schœlcher

Sur invitation de ***Monsieur le Maire, Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services,*** présente ce point.

Conformément aux dispositions de l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les communes de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- ***Le rapport du délégataire de service public (article L1411-3 du CGCT).***

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.
Ce rapport décrit également les mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat.
Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

- ***Le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.***
- ***Le rapport du titulaire de marché de partenariat (article 2234-1 du Code de la commande publique).***

Le titulaire du marché de partenariat établit un rapport annuel permettant d'en suivre l'exécution. Ce rapport est adressé, chaque année, à l'acheteur dans les quarante-cinq jours suivant la date anniversaire de la signature du contrat.

La commission est consultée pour avis par l'assemblée délibérante sur :

- ***Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante se prononce.***

Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL). Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

- ***Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie.***
- ***Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ne se prononce.***

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter toute personne dont l'audition lui paraît utile à participer à ses travaux, avec voix consultative.
La CCSPL peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'elle fixe, l'assemblée délibérante peut charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

Cette commission, présidée par le Maire ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

9

Il est proposé à l'assemblée délibérante de fixer le nombre des membres de la CCSPL à huit, comme suit :

- quatre titulaires et quatre suppléants, Conseillers municipaux

- quatre titulaires et quatre suppléants, Représentants d'associations.

Les associations qui siègeront au sein de la commission seront sélectionnés en fonction de leurs objets ou actions visant à la qualité des services publics relevant du champ de compétences de la commission.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, précise que la commission consultative des services publics locaux se distingue de la commission relative aux délégations de service public. Cette dernière intervient dans le cadre de l'attribution d'une délégation de service public à un opérateur privé, tandis que la Commission consultative des services publics locaux a pour objet d'associer des représentants de la société civile, notamment des associations, à l'examen des conditions d'organisation et de gestion des services publics locaux.

Il est précisé qu'un service public peut être exploité directement par la commune, en régie, ou confié à un opérateur privé dans le cadre d'une délégation de service public. À ce titre, la commission permet de recueillir l'avis de représentants de la société civile sur l'opportunité et les modalités de gestion retenues par la collectivité.

Dans ce cadre, il a été proposé d'associer des associations candidates à cette instance. Le maire a souhaité que la procédure soit conduite de manière ouverte, au moyen d'un appel public à candidatures diffusé sur les différents supports de communication de la ville.

Cet appel à candidatures a notamment été relayé sur le site internet de la commune ainsi que sur les réseaux sociaux municipaux. Il avait pour finalité de recueillir un nombre suffisant de candidatures associatives, tout en permettant un examen préalable des situations susceptibles de présenter un risque de conflit d'intérêts. Neuf candidatures ont été recensées, parmi lesquelles il est proposé de retenir huit associations.

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, procède à la lecture des noms des associations qui ont déposé une candidature sur le site de la ville et du nom de leur représentant respectif. Les candidatures déposées comprennent notamment l'association Emery Dom, représentée par ***Madame Dominique DEVAL***, ainsi que l'association Kap Imag' Dynamik, représentée par ***Monsieur Raymond Saint-Louis-Augustin***.

Concernant l'association Emery Dom, un risque potentiel de conflit d'intérêts est identifié, dans la mesure où cette association intervient déjà auprès de la commune dans le cadre du transport d'utilité sociale. Par mesure de prudence, il est donc proposé de ne pas retenir cette candidature à ce stade.

L'association Kap Imag' Dynamik, représentée par ***Monsieur Raymond Saint-Louis-Augustin***, a pour objet la création de médias audiovisuels, l'animation de quartier ainsi que la promotion de l'art et de la culture, notamment auprès des enfants et des adolescents. Aucun risque particulier de conflit d'intérêts n'est signalé concernant cette candidature.

L'association T'impulz, représentée par ***Madame Micheline LOUIS-JOSEPH***, a également présenté sa candidature. Elle a pour objet d'assurer et de promouvoir l'épanouissement culturel et éducatif, avec le volley-ball comme activité principale. Il est toutefois indiqué que cette association intervient également auprès de la ville dans le cadre du transport d'utilité sociale.

L'association Otaku's Family, représentée par ***Madame Aurélie ARGYRE***, a pour objet l'organisation annuelle d'événements consacrés à la culture japonaise. Aucun élément particulier susceptible de caractériser un risque de conflit d'intérêts n'est relevé.

L'association Inter Agir, représentée par ***Monsieur Alex CAROTINE***, a pour objet le développement d'actions à forte utilité sociale en Martinique, fondées sur une approche intergénérationnelle, territoriale et culturelle. Aucun point d'alerte particulier n'est signalé.

L'association Ohana Clubs, représentée par ***Madame Laurenn MARC***, a pour objet de contribuer au rétablissement et à la création du lien social entre les seniors et les autres générations, afin de favoriser la constitution d'un réseau et d'une communauté. Aucun risque de conflit d'intérêts n'est signalé.

L'association Saint-Georges Batelière, représentée par ***Monsieur Max-Louis THERESE***, a pour objet de développer le bien vivre ensemble, le sport et les sorties culturelles à destination de publics accompagnés, notamment les seniors et les personnes plus jeunes. Aucun risque particulier de conflit d'intérêts n'est relevé.

L'association Union des quartiers de Schœlcher, représentée par ***Monsieur Bernard DORDONNE***, a pour objet l'accompagnement des personnes dans leurs besoins quotidiens. Aucun risque de conflit d'intérêts n'est signalé.

L'association Matinik Vélo, représentée par ***Madame Patricia SCHEEL***, a pour objet le prêt de vélos à assistance électrique. Il est toutefois relevé que Monsieur ***Olivier PIERRE-FRANCOIS*** fait partie du bureau de cette association. Il pourrait, à ce titre, être invité à ne pas prendre part au vote relatif à cette désignation.

Au regard des éléments présentés, deux candidatures sont identifiées comme susceptibles de présenter un risque potentiel de conflit d'intérêts, en raison de liens existants avec la commune. Il est donc proposé de retenir les associations suivantes : Kap Imag' Dynamik, T'impulz, Otaku's Family, Inter Agir, Ohana Clubs, l'association Saint-Georges Batelière, l'Union des quartiers de Schœlcher, ainsi que Matinik Vélo, sous réserve que ***Olivier PIERRE-FRANCOIS*** ne participe pas au vote relatif à cette désignation.

Monsieur le Maire formule une contre-proposition concernant ce point. Il indique que, dans la mesure où l'appel à candidatures ne permet pas à la commune de maîtriser pleinement la nature des candidatures reçues, il apparaît préférable, dans un souci de transparence et de sécurité juridique, de ne pas statuer lors de la présente séance. Il propose qu'un groupe d'élus, placé sous la coordination de ***Madame Sandrine DESIRE***, reçoive les associations candidates sur la base d'un questionnaire type, afin de permettre une présentation plus complète et objectivée au Conseil municipal.

Monsieur le Maire souligne que la Commission consultative des services publics locaux, une fois constituée, l'est pour la durée de la mandature. En l'absence d'urgence, il estime donc nécessaire de différer la décision afin de procéder à une instruction complémentaire des candidatures. Il précise qu'il avait initialement envisagé de retirer ce point de l'ordre du jour et souhaite confier à ***Madame Sandrine DESIRE***, ainsi qu'aux élus volontaires de la majorité et de l'opposition, le soin de conduire ce travail préalable.
Il est proposé de constituer un groupe restreint chargé d'élaborer un questionnaire, de recevoir les associations candidates et d'apprécier, de manière objective, leur capacité à participer utilement à cette instance. Ce travail devra également permettre de lever les incertitudes relatives aux éventuels risques de fragilité juridique ou de conflit d'intérêts.

Monsieur le Maire indique qu'il convient de clarifier les situations identifiées : soit un risque juridique est avéré et doit être assumé, soit aucun risque n'est établi et la désignation peut être poursuivie. Il propose donc de retirer ce point de l'ordre du jour afin d'éviter un débat insuffisamment éclairé à ce stade et sollicite l'accord du Conseil sur cette méthode.

Madame Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN souhaite connaître le délai nécessaire à la conduite de cette instruction complémentaire.

Madame Yolène LARGEN-MARINE indique que plusieurs associations candidates entretiennent déjà des relations avec la ville. Il est donc jugé souhaitable de recueillir, le cas échéant, l'avis d'un déontologue ou du service juridique afin de déterminer l'existence éventuelle de situations de conflit d'intérêts.

Monsieur le Maire réaffirme la nécessité de lever toute ambiguïté susceptible de fragiliser juridiquement la délibération. Il déclare : « Pour que cet outil serve au mieux, établissons ensemble un petit questionnaire, surtout qu'il n'y a pas d'urgence à introduire cette Commission ». Il propose que ce travail soit conduit avec les élus volontaires autour de ***Madame Sandrine DESIRE***, délégataire de la vie associative, afin de formuler une proposition motivée au Conseil municipal.

Madame Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN souhaiterait connaître le délai de constitution de cette commission compte tenu de la nécessité d'élaborer un questionnaire, de solliciter les associations candidates et de les recevoir en entretien.

Monsieur le Maire précise que la démarche n'a pas vocation à s'apparenter à une procédure de recrutement, mais qu'elle peut raisonnablement être conduite dans le délai d'un mois. ***Monsieur le Maire*** poursuit : « L'idée est qu'au prochain Conseil municipal prévu fin juin, nous puissions raisonnablement avoir entendu soit sur deux matinées, soit sur deux après-midis, les associations pour pouvoir faire une proposition ». ***Monsieur le Maire*** rappelle qu'il s'agira d'une proposition destinée à permettre au Conseil municipal de statuer en connaissance de cause.

Madame Sandrine DESIRE indique que l'objectif est de mener ce travail dans le mois. Elle précise qu'un groupe restreint de trois personnes lui paraît adapté pour élaborer rapidement le questionnaire et conduire les entretiens. ***Madame Sandrine DESIRE*** invite les élus intéressés à se rapprocher d'elle afin de constituer ce groupe de travail. Elle indique que le questionnaire pourra s'appuyer sur des éléments déjà existants et que les associations candidates seront reçues dans ce cadre.

Monsieur le Maire propose, pour son groupe, la participation de ***Madame Karine BAUDIN***, au titre de la démocratie participative, au sein de ce groupe de travail composé de trois personnes. Il invite également le groupe d'opposition à proposer un représentant.

Monsieur Noham BODARD propose que le questionnaire comporte une rubrique permettant de savoir si l'association candidate a travaillé avec la ville au cours des six dernières années. Il rappelle que la question des conflits d'intérêts a été évoquée pour deux associations, mais indique avoir identifié un nombre plus important de situations susceptibles de nécessiter une vérification.
Il estime nécessaire que cette vérification permette de sécuriser l'ensemble de la procédure.

Monsieur le Maire confirme que l'objectif est bien de sécuriser la procédure.

Monsieur Noham BODARD précise qu'il ne s'agit pas d'établir une position de principe sur l'existence ou non d'un conflit d'intérêts, mais de veiller à ce que toutes les candidatures soient appréciées selon les mêmes critères.

Monsieur le Maire indique que cette proposition rejoint précisément l'objectif poursuivi. Il souhaite que le questionnaire et les entretiens soient élaborés de manière transparente, avec la participation d'élus de différents groupes.

Il invite le groupe d'opposition à faire connaître le nom de son représentant, immédiatement ou ultérieurement. Le nom de ***Madame Yolène LARGEN-MARINE*** est proposé.

Monsieur le Maire remercie les membres du Conseil pour leur compréhension et souligne l'intérêt de conduire ce travail dans un climat serein et transparent.

Le point relatif à la Commission consultative des services publics locaux est donc retiré de l'ordre du jour. Le Conseil passe ensuite au point suivant, relatif à la désignation des élus appelés à siéger au sein de différents organismes extérieurs.

18h11 : Arrivée de ***Madame Laura BEDOUIN***

1.7 Désignation des élus siégeant au sein des organismes extérieurs 2026-2033 : Agence des 50 pas géométriques / CROUS/ MILCEM / CODEV/ SMEM / SPL MARTINIQUE ENERGIES NOUVELLES

Monsieur le Maire présente le point.

Le Conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs, dans les cas et conditions prévus par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et des textes régissant ces organismes.

La fixation, par les dispositions précitées, de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé, à tout moment et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Il est proposé de désigner les élus listés au tableau suivant, pour représenter la ville au sein des organismes extérieurs :

ORGANISME	NOMBRE	TITULAIRE(S)	SUPPLEANT(S)
AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES	1 titulaire 1 suppléant	Joëlle TAÏLAME	Youly AGASTA
CROUS	1 titulaire 1 suppléant	Jill OCTAVIA	Guylène JUNKERE
MILCEM	1 titulaire 1 suppléant	Manuel Maxime GHUNAIM	Patrick ULTET
CODEV	1 titulaire 1 suppléant	Manuel Maxime GHUNAIM	Alec BEROARD
SMEM	2 titulaires 2 suppléants	Eddy ARNOLIN Daniel CHOMET	Stanley SYMPHOR Patrick ULTET
SPL MARTINIQUE ENERGIES NOUVELLES	1 titulaire 1 suppléant	Eddy ARNOLIN	Jean-Yves CHALBOT

Monsieur le Maire déclare : « Je vous souhaite de fécondes contributions au nom de la ville dans sur les enjeux qui sont importants et vous pourrez compter sur l'appui, à la fois de votre conseil municipal et des appuis des techniciens, pour défendre au mieux nos intérêts dans les différentes instances.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

A l'unanimité - 06 Abstentions, le Conseil municipal est invité à approuver ces propositions de désignation.

1.8 Modalités de formation des élus

Monsieur le Maire cède la parole à ***Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines,*** qui présente ce point.

La loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux a instauré un droit à la formation des élus adaptée à leurs fonctions.

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à formation de ses membres en déterminant les orientations et les crédits ouverts à ce titre.
Ces orientations recensées notamment en début de mandat, correspondent à :

- *des besoins individuels en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,*
- *des besoins collectifs relatifs au fonctionnement de la collectivité (statut de l'élu, fondamentaux de l'action publique locale, budget et finances, conduite de projet, comment travailler avec les différents services et agents pour réaliser les projets, ...),*
- *des besoins d'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, assurer son rôle d'élu, ...).*

Aussi, l'article L.2123-12 du Code général des collectivités territoriales dispose que les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation

La formation des élus s'organise autour de deux dispositifs :

- *Le droit à la formation pris en charge par le budget de la collectivité.*
- *Le droit individuel à la formation des élus (DIFE) payé par le fonds DIFE*

I- DROIT A LA FORMATION

Toutes les formations en lien avec l'exercice du mandat doivent être dispensées par un organisme de formation agréé par le ministre chargé des collectivités territoriales. Les formations proposées par ces organismes doivent être conformes au répertoire des formations, annexé à l'arrêté du 13 avril 2023.

Cependant, depuis la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local, tout membre d'une collectivité territoriale peut suivre, au cours des six premiers mois de son mandat, une session d'information sur les fonctions d'élu local. Cette session comporte un rappel général du rôle assigné aux différentes catégories d'élus locaux et une présentation détaillée des principaux droits et des obligations, notamment déontologiques, applicables aux élus locaux de la collectivité territoriale concernée.

- ***REGLES BUDGETAIRES APPLICABLES A LA FORMATION***

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune, sous conditions :

- *les formations choisies correspondent à l'exercice des mandats détenus,*
- *l'organisme dispensateur est agréé par le ministère de l'intérieur,*
- *le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% des indemnités brutes majoration comprises ni excéder 20 % de ce même montant.*

Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le montant du budget formation, obligatoirement voté chaque année. En revanche, ils ne peuvent être reportés après la fin de la mandature (c'est-à-dire l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante).

- ***PRISE EN CHARGE DES FRAIS RELATIFS A LA FORMATION***

La collectivité prend en charge les frais d'enseignement correspondant aux frais pédagogiques et d'inscription.
Les élus pourront bénéficier du remboursement des autres frais induits sur présentation des documents justificatifs. Ce remboursement comprend les frais de transport, d'hébergement, de restauration ainsi que la compensation de perte éventuelle de salaire dans la limite de 21 jours par élu pour la durée du mandat. (contre 18 jours, avant la loi du 22 décembre 2025). En effet, depuis le 1er janvier 2026, ce plafond s'élève à 2 650,41€ (21 jours x 7 heures x une fois et demie la valeur du SMIC horaire). Cette compensation est de même nature que l'indemnité de fonction soumise à CSG et à CRDS.

La collectivité peut proposer une formation collective aux membres de son organe délibérant, en confiant sa réalisation, par délibération, à un seul organisme et ce, dans le respect des règles de la commande publique. Chaque élu étant libre de se former auprès de l'organisme agréé de son choix, aucun organisme ne peut lui être imposé. Les élus ne sont donc pas tenus d'accepter une formation collective.

- ***DROIT A LA FORMATION DES ELUS LOCAUX SALARIES***

Les élus municipaux qui ont la qualité de salarié, peuvent solliciter auprès de leur employeur, un congé de formation fixé à 24 jours (contre 18 jours, avant la loi du 22 décembre 2025) par élu et par mandat, quel que soit le nombre de mandats détenus par l'élu.
La perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l'élu est en effet compensée par la commune. Cette compensation est plafonnée à l'équivalent de 21 jours, par élu et pour la durée du mandat.
Ces élus salariés doivent faire une demande écrite à leur employeur au moins 30 jours avant la session de formation en précisant sa date, sa durée et le nom de l'organisme de formation agréé par le ministre chargé des collectivités territoriales.
L'employeur privé accuse réception de cette demande. Si celui-ci ne répond pas 15 jours avant le début du stage, la demande est considérée comme accordée. En revanche, si l'employeur privé estime, après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, que l'absence du salarié aurait des conséquences préjudiciables à la production et à la bonne marche de l'entreprise, la demande peut être refusée, à condition toutefois d'être motivée et notifiée à l'intéressé. Si l'élu salarié renouvelle sa demande 4 mois après la notification d'un premier refus, l'employeur est obligé de lui répondre favorablement.

II- DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION DES ELUS LOCAUX (DIFE)

- ***PRINCIPE***

La loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 portant sur le statut de l'élu, a créé un droit individuel à la formation des élus (DIFE) pour certains élus locaux dont les membres des conseils municipaux. L'exercice de ce droit relève de l'initiative de chacun des élus.

- ***LES FORMATIONS ELIGIBLES AU DIFE :***

Il vise à la fois le financement des formations relatives à l'exercice du mandat d'un élu et celles réalisés en vue d'une réinsertion professionnelle à l'issue de ce mandat (possible jusqu'à 6 mois après la fin du mandat et si les droits à pension n'ont pas été liquidés). Les formations liées à la réinsertion professionnelles sont éligibles au compte personnel de formation (CPF).
Le fonds est géré par la Caisse des Dépôts et Consignations et est financé par une cotisation obligatoire annuelle de 1 % prélevée sur le montant brut des indemnités de fonction versées aux élus des communes.
Seuls les élus indemnisés payent une cotisation mais le dispositif bénéficie à tous.

Depuis la publication de l'ordonnance du 20 janvier 2021 qui est venue modifier les modalités de calcul du DIFE, ***les droits sont dorénavant comptabilisés en euros, et non plus en heures*** *; ce qui permet aux élus locaux d'opter pour le meilleur rapport qualité/prix et pour des formations plus ou moins longues en fonction de leur coût horaire (article L.2123-12-1 du CGCT).*

L'élu local acquiert ses droits individuels à la formation comptabilisés en euros chaque année, à compter de son entrée en fonction, et peut demander à les utiliser dès cette acquisition.

Quel que soit le nombre de mandats exercés par l'élu local, le volume des droits qu'il acquiert chaque année ne peut dépasser la valeur des droits individuels à la formation acquis chaque année par les élus locaux, à savoir 400 euros à compter de l'année 2023.

- ***PRISE EN CHARGE***

En définitive, le fonds prend en charge le coût de la formation, les frais de déplacement et de séjour des élus dans les conditions similaires à celles des fonctionnaires. Chaque année, le compteur DIFE de chaque élu sera crédité de 400 € annuels au 30 mars pour les élus municipaux quel que soit le nombre de mandats qu'il exerce. Le montant maximal des droits susceptibles d'être détenus par chaque élu est fixé à 800 €.

- ***MISE EN ŒUVRE***

Depuis le 7 janvier 2022, les élus concernés peuvent accéder au service « Mon compte Elu », via la plateforme « Mon compte Formation », pour consulter et mobiliser leurs droits à la formation en toute autonomie (https://www.moncompteformation.gouv.fr/espace-prive/html/#droits).

Ce service en ligne permet à l'élu :
- de consulter son solde DIFE en euros ;
- d'accéder au catalogue de formations proposé sur l'ensemble du territoire ou à distance, dans le cadre de son mandat ou de sa réinsertion professionnelle ;
- d'acheter une prestation de formation (évolution dossier, demande d'inscription, évaluation formation).
Les élus locaux activent leur compte avec leur numéro de Sécurité sociale et peuvent ainsi consulter le montant de leurs droits.

- ***MODALITES DE FINANCEMENT D'UNE FORMATION SUR « MON COMPTE ELU »***

Les communes, les départements, les régions, la collectivité territoriale de Guyane et la collectivité territoriale de Martinique ont la possibilité de participer au financement des formations organisées à l'initiative des élus au titre de leur DIFE. Cette participation doit être prévue par une délibération spécifique et ne peut concerner que les formations liées à l'exercice du mandat conformes aux orientations prises par la collectivité en matière de formation des élus en début de mandat. Ladite participation peut être limitée à certaines formations ou à un montant maximal. L'élu qui demande cette participation doit payer au moins 25% du coût de la formation avec son compte DIFE. Les sommes correspondantes sont considérées comme partie intégrante du budget de la collectivité pour la formation de ses élus, notamment pour le calcul du plancher de 2% et du plafond de 20% (cf. ci-dessus). Ces collectivités territoriales peuvent contribuer au financement d'une formation sur le portail dédié aux financeurs (https://www.financeurs.moncompteformation.gouv.fr/espacepublic/), depuis le 27 janvier 2022.
Pour pouvoir créer un compte en tant que financeur, ces collectivités devront au préalable s'inscrire au service « net-entreprises » (https://www.net-entreprises.fr/). Cette inscription nécessite l'identification de la collectivité par son numéro Siret. Elle permet ensuite d'accéder aux services sécurisés proposés par la plateforme.

- ***INSTRUCTION DES DEMANDES DE FORMATION***

Depuis le 1er janvier 2022, les dossiers sont automatiquement transmis aux organismes de formation : les délais d'instruction sont régis par les conditions générales d'utilisation de la plateforme « Mon compte formation ». L'organisme a quatre jours pour répondre à la demande formulée par l'élu ; ce dernier dispose ensuite de deux jours pour valider la proposition formulée par l'organisme.
La Caisse des dépôts et des consignations (CDC) instruit les demandes de formation des élus locaux pouvant bénéficier du DIFE via le service dématérialisé « Mon compte formation ». Les formations acceptées doivent être réalisées dans un délai de huit mois suivant cet accord.
Les dossiers sont automatiquement transmis aux organismes de formation éligibles au DIFE. La CDC procède au paiement des organismes de formation après vérification du service fait.
Les décisions de refus de financement de formation prises par la CDC sont motivées. Un recours gracieux contre ces décisions peut être formé auprès de la CDC. Les recours contentieux formés contre les décisions de refus sont portés devant le tribunal administratif de Paris.

Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines, rappelle que dans les trois mois suivant l'installation du Conseil municipal, celui-ci doit délibérer sur les conditions d'exercice du droit à la formation des élus. Ces orientations doivent répondre à la fois aux besoins individuels des élus et aux besoins collectifs liés à l'exercice du mandat.

La formation des élus s'organise autour de deux dispositifs. Le premier correspond au droit à la formation pris en charge par la collectivité, sous réserve que l'organisme de formation soit agréé par le ministère de l'Intérieur et que la formation soit en lien avec l'exercice du mandat.
Il est précisé que le budget consacré à cette formation doit être compris entre un seuil minimal de 2 % et un plafond de 20 % du montant total des indemnités de fonction servies aux élus.

Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines, poursuit : « Il y a une prise en charge à la fois des frais pédagogiques et de tout le reste, uniquement sur présentation de justificatifs. Pour la deuxième partie relative aux frais de transports, d'hébergement... l'élu doit avancer les fonds et à son retour de formation ou de mission, il présente la note afin d'être remboursé de ces frais. En revanche, la partie relative aux frais pédagogiques est prise en compte directement sur le budget de la collectivité ».

Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines, explique que le second dispositif correspond au droit individuel à la formation. Celui-ci peut porter sur des formations liées à l'exercice du mandat ou sur des formations présentant une dimension plus personnelle ou transversale, telles que la prise de parole en public ou l'usage des outils informatiques.
Dans ce cas, la prise en charge relève de la Caisse des dépôts, qui assure le financement des frais pédagogiques ainsi que, le cas échéant, des frais de restauration, de transport et d'hébergement.
Il est précisé que, dans les deux dispositifs, les organismes de formation doivent être agréés par le ministère de l'Intérieur. Les modalités relatives aux autorisations d'absence et aux délais d'information des employeurs sont également rappelées pour les élus exerçant une activité professionnelle.

Monsieur le Maire remercie ***Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines.*** Puis, il invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

1- **D'approuver l'application des procédures et modalités de mise en œuvre du droit à la formation des élus précédemment exposées ;**

2- **D'approuver l'inscription au budget de la commune d'une enveloppe annuelle dédiée à la formation des élus municipaux ne pouvant être inférieur à 2% et dans la limite du plafond des 20% du montant total des indemnités de fonction brutes, majorations comprises, pouvant être allouée aux membres du Conseil municipal ;**

3- **D'approuver la participation de la collectivité au financement des formations organisées à l'initiative des élus au titre de leur DIFE conformément aux orientations prises en matière de formation des élus ;**

4- **D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou toute pièce administrative nécessaire à la bonne conclusion du dossier.**

1.9 Revalorisation des frais de mission des élus municipaux et autorisation d'indemnisation des frais de déplacement lors de l'utilisation du véhicule personnel de l'élu

Monsieur le Maire cède la parole à ***Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines,*** qui présente ce point.

Le Code général des collectivités territoriales prévoit l'application du remboursement des frais nécessaires à l'exécution des missions assignées à tous les élus des collectivités territoriales, dans le cadre de leur mandat spécial.

Les Conseillers municipaux peuvent ainsi bénéficier du remboursement des frais de déplacement (transport, restauration et hébergement) qu'ils ont engagés à l'occasion de réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune lorsque celles-ci se tiennent hors du territoire communal, dans les mêmes conditions que les agents de l'État (indemnité forfaitaire de nuitée, indemnité forfaitaire de repas, frais de transport).

Par délibération du 19 décembre 2012, un dispositif de remboursement des frais de mission des élus municipaux ayant été instauré, il a été actualisé par la délibération n°2023-05-044 du 27 juin 2023.
Afin de tenir compte des dernières évolutions réglementaires, suite à la parution de l'arrêté du 20 septembre 2023, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires, une revalorisation des indemnités de mission versées jusqu'alors aux élus est nécessaire.
Cette revalorisation des barèmes et montants réglementaires en vigueur, porte sur le remboursement des frais liés aux séjours et sur l'indemnisation des frais de déplacement des élus hors du territoire de la commune.

REVALORISATION DES FRAIS DE MISSION LIES AU SEJOUR DES ELUS DANS LE CADRE DE LEUR MANDAT SPECIAL (HEBERGEMENT ET REPAS)

Les frais de séjour, qui correspondent au coût de l'hébergement et de la restauration, peuvent être remboursés soit forfaitairement, soit selon la technique des frais réels.
Le remboursement forfaitaire s'effectue dans la limite du montant des indemnités journalières allouées aux fonctionnaires de l'Etat fixé par arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006.

Pour les missions ou intérims en France hexagonale et en Outre-mer, le taux de remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement et taxes, sont fixés comme suit :

- *une indemnité de **20,00 € par repas** (du midi et du soir),*
- *un taux maximal de remboursement des frais d'hébergement (petit déjeuner inclus) de **90 € par nuit** (de 120 € à 140 € pour les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris et la commune de Paris).*

	France hexagonale			*Outre-mer*	
	Taux de base	*Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris*	*Commune de Paris*	*Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin*	*Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française*
Hébergement (incluant le petit déjeuner)	***90 €** (contre 70 € auparavant)*	***120 €** (contre 90 € auparavant)*	***140 €** (contre 110 € auparavant)*	***120 €** (contre 70 € auparavant)*	***120 € ou 14 320 F. CFP** (90 € ou 10 740 F CFP auparavant)*
Repas (midi et soir)	***20,00 €** (contre 17,50 € auparavant)*				***24 € ou 2 864 F. CFP** (21 € ou 2 506 F. CFP auparavant)*

*Le taux d'hébergement prévu ci-dessus est désormais fixé à **150 €** (contre 120 € auparavant) pour les élus reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.*

INDEMNISATION DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES ELUS HORS DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Conformément à l'article L 2123-18-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les membres du Conseil municipal peuvent être amenés à se rendre à des réunions dans les instances ou organismes où ils représentent la commune, hors du territoire communal.

En référence à l'arrêté du 14 mars 2022, les conseils municipaux peuvent ainsi adopter le remboursement forfaitaire des frais occasionnés par les déplacements temporaires de leurs membres, sur la base des indemnités kilométriques fixés, en cas d'utilisation du véhicule personnel. Cette faculté est destinée à faciliter les modalités du remboursement dans les cas où l'établissement d'un état des frais réels de transport s'avère complexe.

Dans ce cas, les élus peuvent bénéficier du remboursement des frais engagés sous réserve de l'établissement d'un ordre de mission préalablement signé par le Maire ou le 1er adjoint.
Le bénéficiaire concerné doit souscrire une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule personnel et la présenter annuellement à la collectivité. Il devra également attester sur l'honneur qu'il dispose d'un permis de conduire valide.

Pour le calcul des indemnités de déplacement, le kilométrage retenu est celui du trajet de la résidence familiale de l'élu au lieu où se tiennent les réunions. Les taux appliqués varient selon la puissance du véhicule personnel utilisé par l'élu et le kilométrage annuel parcouru.

Distance *Puissance fiscale du véhicule*	*jusqu'à 2 000 km en euros*	*de 2 001 à 10 000 km en euros*	*au-delà de 10 000 km en euros*
Inférieur ou égal à 5 CV	*0,32 € / km*	*0,40 € / km*	*0,23 € / km*
de 6 CV à 7 CV	*0,41 € / km*	*0,51 € / km*	*0,30 € / km*
de 8 CV et plus	*0,45 € / km*	*0,55 € / km*	*0,32 € / km*
Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm3)	*0,15 € / km*		
Vélomoteur et autre véhicule à moteur	*0,12 € / km* *(le montant mensuel des indemnités kilométriques ne pourra être inférieur à la somme forfaitaire de 10 €)*		

Monsieur le Maire remercie ***Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines.*** Puis, il invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

Madame Sandra PALIX demande une précision concernant l'indemnité de repas, afin de savoir si le montant de 20 euros s'applique à chaque repas ou à l'ensemble de la journée.

Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines répond que le montant de 20 euros s'applique au repas du midi et au repas du soir.

Madame Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN demande si le barème kilométrique a été actualisé, compte tenu de l'inflation du prix du carburant.

Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines indique qu'aucune nouvelle actualisation n'est intervenue depuis celle de 2023.
Mais une éventuelle actualisation pourrait être attendue, compte tenu du contexte relatif au prix du carburant.

Monsieur le Maire rappelle que les remboursements doivent être exécutés dans le strict respect du cadre réglementaire applicable.
Il précise que les collectivités sont tenues d'appliquer les règles en vigueur et que tout remboursement effectué au-delà du cadre légal peut conduire à demander le reversement des sommes indûment perçues. Il souligne ainsi le caractère strictement encadré des frais de mission.

Il rappelle que le remboursement intervient sur présentation des justificatifs, notamment des factures et tickets correspondants. L'absence de justificatif ne permet pas de procéder au remboursement, même lorsque la dépense peut être présumée avoir été engagée.

Monsieur le Maire insiste sur la responsabilité personnelle des personnes habilitées à engager les remboursements. Il indique que cette exigence peut paraître contraignante, mais qu'elle constitue une condition indispensable de régularité comptable et juridique.

Il reconnaît que les plafonds réglementaires, notamment pour l'hébergement à Paris, peuvent être difficiles à respecter selon les périodes de l'année, en particulier lors des périodes de forte affluence ou de séminaires. Il rappelle toutefois que la commune demeure tenue par le cadre réglementaire applicable.

Monsieur le Maire souligne que l'évolution générale des coûts, notamment dans le contexte économique récent, peut rendre les montants réglementaires insuffisants au regard des prix réellement constatés. Il précise néanmoins que la collectivité doit retranscrire et appliquer les règles telles qu'elles existent.
Il conclut que le cadre réglementaire sera appliqué strictement.

Face au coût élevé des hôtels à Paris, ***Madame Sandrine DESIRE*** demande si les locations de type Airbnb peuvent être prises en compte au titre des frais d'hébergement, dès lors qu'elles peuvent constituer une solution moins coûteuse et éventuellement mutualisée.

Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines affirme que de tels frais peuvent être remboursés moyennant présentation de justificatifs.

Madame Sandrine DESIRE remercie pour cette précision.

Monsieur le Maire indique qu'il conviendra, dans ce cas, de s'assurer que la location est régulièrement déclarée et que les justificatifs produits sont conformes.

Il appelle également l'attention des élus sur la nécessité d'éviter toute situation susceptible de créer un conflit d'intérêts, par exemple un élu qui est hébergé chez un parent ou un ami proche ne saurait être remboursé pour cet hébergement.

Monsieur Patrick ULTET interroge sur les justificatifs à produire pour les billets d'avion : « Faut-il la facture de l'Agence ou la carte d'embarquement ? ».

Monsieur le Maire précise que, pour les billets d'avion, les services municipaux procèdent en principe au préfinancement. Il souligne l'importance de transmettre les demandes de mission suffisamment en amont afin de permettre aux services d'effectuer les démarches nécessaires.

Monsieur le Maire constate que les élus doivent avancer les frais d'hébergement avant d'être remboursés. ***Monsieur le Maire*** souhaite que des améliorations puissent être étudiées, dans le respect du cadre légal, afin d'éviter que les élus aient à avancer des montants trop importants lors de missions de plusieurs jours.
Il indique qu'une proposition sera demandée aux services afin de limiter l'exposition financière des élus, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition, tout en demeurant dans le cadre réglementaire applicable.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

1- **D'approuver la revalorisation des taux des indemnités de mission liés au frais d'hébergement et de restauration des élus municipaux mandatés, suivant les évolutions des textes règlementaires qui entreront en vigueur, sans qu'une nouvelle délibération soit nécessaire ;**

2- **D'autoriser l'utilisation du véhicule terrestre à moteur personnel, dans le cadre du mandat spécial de l'élu, quand l'intérêt de la mission le justifie et sur présentation de justificatifs, dans la limite des taux de remboursements des indemnités kilométriques en vigueur ;**

3- **D'actualiser la délibération n°2023-05-044 du 27 juin 2023 fixant le cadre de remboursement des frais de déplacement des élus.**

Madame Gladys PLATON, Directrice des Ressources humaines intervient : « Les frais d'hôtels et de transports sont pris en charge directement pour les élus mais pas pour le personnel ».

Monsieur le Maire confirme que, pour les élus, les frais d'hôtel et les billets d'avion peuvent faire l'objet d'un engagement préalable par la collectivité. Il indique qu'une réflexion pourra également être menée concernant les modalités applicables au personnel.

1.10 Mandat spécial - Mise en mission d'une Conseillère municipale - Exposition « Martinique, cartographies intimes »

Madame Joëlle TAILAME indique qu'elle souhaite ne pas prendre part au vote et se retirer de la salle, en raison de son lien de parenté avec la commissaire d'exposition concernée par le point suivant.

Monsieur le Maire prend acte de cette demande et autorise ***Madame Joëlle TAILAME*** à quitter la salle. Il précise que les vérifications juridiques effectuées n'ont pas identifié de risque particulier, mais souligne que cette démarche relève également d'une exigence de vigilance déontologique.

Il est demandé que le procès-verbal mentionne que ***Madame Joëlle TAILAME*** a quitté la salle avant la présentation du point inscrit à l'ordre du jour.

18h40 : Sortie de ***Madame Joëlle TAILAME***

Monsieur le Maire annonce que ***Monsieur Manuel Maxime GHUNAIM*** est absent excusé et que ***Madame Youly AGASTA*** est en déplacement. Il cède donc la parole à ***Monsieur Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND*** qui présente le point.

La commune de Schoelcher a été invitée à être représentée à l'exposition « Martinique, Cartographies Intimes », organisée au Musée territorial du Wall House à Saint-Barthélemy, à compter du 9 mai 2026.

Cet événement culturel de portée régionale et internationale réunit vingt-cinq artistes martiniquais, proposant une lecture contemporaine et plurielle du territoire à travers les arts visuels, l'installation, la vidéo, la performance et le film expérimental.

Cinq artistes schoelchérois ou étroitement liés à la commune de Schoelcher *participent à cette exposition, illustrant la vitalité et la diversité de la création issue du territoire :*

- ***Karine TAÏLAME****, artiste contemporaine et commissaire scientifique de l'exposition ;*
- ***Victor ANICET****, artiste majeur de la céramique caribéenne, reconnu internationalement ;*
- ***Julie BESSARD****, plasticienne développant une œuvre immersive et gestuelle ;*
- ***Agnès BREZEPHIN****, artiste pluridisciplinaire de renommée internationale, primée à Dak'Art;*
- ***Marielle GONIER****, artiste transdisciplinaire associant danse, performance et film expérimental.*

Cette participation collective confirme Schœlcher comme un territoire de création, de transmission et de rayonnement artistique au sein de la Caraïbe.

La représentation de la commune à cet événement présente plusieurs enjeux :

- *Valoriser l'identité culturelle de Schœlcher à travers ses artistes ;*
- *Soutenir la création artistique locale dans un cadre institutionnel ;*
- *Renforcer les coopérations culturelles interterritoriales, notamment avec Saint-Barthélemy ;*
- *Affirmer l'engagement de la commune dans les dynamiques culturelles contemporaines à l'échelle régionale et internationale.*

Cette représentation permet d'assurer un suivi direct des enjeux culturels et de coopération portés par l'exposition, en cohérence avec les orientations de la politique culturelle communale.

Monsieur le Maire remercie ***Monsieur Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND*** pour cette présentation. Il précise que l'événement s'est tenu dans un calendrier contraint, marqué par la prise de mandature et les délais d'organisation des séances du Conseil municipal.

Il indique que ces contraintes n'ont pas permis de présenter ce dossier plus tôt au Conseil municipal. Il précise que cette situation constitue une exception et rappelle la volonté de soumettre, autant que possible, les dossiers au Conseil avant la tenue des manifestations concernées. Il ajoute que ***Madame Youly AGASTA***, absente lors de la séance, pourra ultérieurement faire un retour précis sur cette manifestation, à laquelle la Martinique et plus particulièrement Schœlcher ont été mises en valeur.

Monsieur le Maire souligne que cette participation s'inscrit dans la volonté de la commune de soutenir la culture, non seulement en accueillant des expressions culturelles extérieures, mais également en valorisant la production culturelle locale. Il rappelle que cette production a vocation à rayonner dans les quartiers, en Martinique et plus largement dans l'espace caribéen.

Monsieur le Maire invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

Compte tenu de ces éléments, et conformément aux dispositions de la délibération portant revalorisation des frais de mission des élus municipaux en date du 26 mai 2026, à l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

- **De mandater Madame Youly AGASTA élue membre de la Commission Culture, Patrimoine et Coopération à effet de représenter la ville à l'exposition « Martinique, Cartographies Intimes », organisée au Musée territorial du Wall House à Saint-Barthélemy ;**
- **D'approuver la prise en charge des frais occasionnés par ce déplacement sur la base des dépenses réelles effectuées (circulaire du 15/04/1992).**

Monsieur le Maire invite ***Madame Joëlle TAILAME*** qui n'a pas participé au vote, à rejoindre la salle. Etant revenue, il la remercie pour sa vigilance.

18h44 : Retour de ***Madame Joëlle TAILAME***

ADMINISTRATION

2.1 Proposition d'adhésion de la commune à la centrale d'achats RESAH (Réseau des acheteurs hospitaliers)

A la demande de ***Monsieur le Maire, Monsieur Philippe MAITREL, Directeur des systèmes d'information et de l'e-administration*** présente le rapport relatif à l'adhésion de la commune au Réseau des acheteurs hospitaliers, également désigné sous l'acronyme RESAH. Il indique que ce dispositif constitue un groupement d'achat permettant de recourir à des achats en masse ou à des achats intermédiaires, la possibilité étant donnée de traiter directement avec les fournisseurs.
Il précise que le RESAH a été initialement créé pour la fonction publique hospitalière, avant d'étendre son champ d'intervention aux collectivités territoriales, notamment dans le domaine des achats informatiques.

La commune de Schœlcher, dans une démarche de modernisation de sa commande publique et d'optimisation de la gestion de ses dépenses, souhaite adhérer à la centrale d'achat du RESAH (Réseau des acheteurs hospitaliers). Cette adhésion vise à renforcer l'efficience des procédures d'achat, à rationaliser les coûts et à bénéficier de l'expertise d'un organisme public reconnu pour la qualité de ses prestations et la fiabilité de son cadre juridique.

Le RESAH est une centrale d'achat publique, initialement dédiée aux acteurs du secteur sanitaire et médico-social, mais ouverte également aux collectivités territoriales. Il met à disposition de ses adhérents une large gamme de produits et services à des tarifs négociés, permettant de réaliser des économies d'échelle tout en sécurisant les procédures d'achat.

Son modèle repose sur une plateforme collaborative simplifiant les démarches administratives et facilitant la passation des commandes dans le respect du Code de la commande publique. Le RESAH est par ailleurs engagé dans une démarche d'achats responsables, reconnue par l'obtention du label « Relations fournisseurs et achats responsables », et siège au comité national du Plan des Achats Durables 2022-2025.

Pour la Commune, cette adhésion présente plusieurs intérêts. Elle permettra d'accéder à un large catalogue d'offres répondant aux besoins de différents services municipaux, tout en soutenant la mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information. Elle contribuera au renforcement des dispositifs de cybersécurité, en facilitant l'acquisition de solutions numériques, logicielles et matérielles conformes aux standards de sécurité les plus récents. L'accès à une centrale d'achat telle que le RESAH constitue donc un levier d'efficacité et de cohérence dans la conduite des politiques numériques de la commune.

Il convient également de souligner que la Communauté d'agglomération du centre de la Martinique (CACEM) ainsi que la commune du Lamentin sont déjà adhérentes au RESAH et ont recommandé cet organisme. L'adhésion de la commune permettra ainsi de renforcer la cohérence intercommunale et d'encourager la mutualisation des pratiques et des outils d'achat au sein du territoire.

L'adhésion au RESAH est annuelle et tacitement renouvelable. Pour une commune de moins de 20 000 habitants, le montant de la cotisation s'élève à 300 euros hors taxes par an.

Monsieur le Maire remercie ***Monsieur Philippe MAITREL, Directeur des systèmes d'information et de l'e-administration*** pour cette présentation et souligne que cette démarche permettra de rationaliser et de sécuriser les approvisionnements de la collectivité.
Il indique qu'une réflexion comparable pourrait être menée dans d'autres secteurs, notamment celui de l'alimentation.

Monsieur le Maire précise qu'une proposition de collaboration a été évoquée avec le RSMA et les armées concernant des achats alimentaires en gros, notamment pour des produits d'exportation ou de conservation, afin de bénéficier des volumes et des conditions offertes par les centrales d'achat.

Monsieur le Maire invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

Monsieur Philippe MAITREL, Directeur des systèmes d'information et de l'e-administration ajoute que l'une des difficultés rencontrées avec certaines centrales d'achat résidait auparavant dans le fait que les marchés étaient souvent attribués à des entreprises extérieures au territoire. Il indique que le RESAH présente un intérêt particulier dans la mesure où de nombreuses entreprises locales se sont positionnées et sont désormais titulaires de marchés au sein de ce réseau.

Monsieur Philippe MAITREL, Directeur des systèmes d'information et de l'e-administration indique que cette caractéristique distingue le RESAH d'autres centrales d'achat plus connues, telles que l'UGAP, dans lesquelles les entreprises locales sont moins fréquemment titulaires de marchés. Il souligne que de nombreuses entreprises locales ont compris le fonctionnement du RESAH et y participent activement.

Monsieur le Maire indique que la démarche pourrait commencer par le domaine informatique, sans nécessairement s'y limiter.

Monsieur Philippe MAITREL, Directeur des systèmes d'information et de l'e-administration, précise que, bien que le RESAH soit historiquement lié au secteur sanitaire et social, son offre s'est progressivement élargie à d'autres domaines, notamment l'informatique, les ressources humaines, les finances et divers services.

Monsieur le Maire indique que la collectivité suivra attentivement ce dispositif, compte tenu des marges d'optimisation et des gains potentiels qu'il peut offrir.

Madame Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN demande s'il s'agit d'une première adhésion ou d'un renouvellement.

Monsieur Philippe MAITREL, Directeur des systèmes d'information et de l'e-administration, précise qu'il s'agit d'une proposition d'adhésion et que la ville n'a pas encore adhéré au dispositif.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

1. **D'approuver l'adhésion de la commune de Schœlcher à la centrale d'achat du RESAH ;**

2. **D'autoriser M. le Maire à signer le bulletin d'adhésion, le bon de commande et tout document nécessaire à la formalisation de cette adhésion ;**

3. **D'imputer la dépense correspondante au budget communal, chapitre et article appropriés.**

COHESION SOCIALE ET ANIMATION DU TERRITOIRE

3.1 Programme d'activités du service animation territoriale - Approbation du principe d'annualisation de l'enveloppe financière

A la demande de ***Monsieur le Maire, Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de Service « Animation Territoriale »*** présente le point.

Parmi les manifestations organisées par le Service Animation territoriale, certaines s'inscrivent de manière pérenne dans son calendrier annuel des grands évènements de la ville.

Il convient donc de les recenser, dans la cadre d'une programmation annuelle, afin de permettre à la ville de rechercher les financements nécessaires à leur réussite.

Chacune des manifestations ou opérations, est présentée en financement complémentaire auprès de partenaires institutionnels de la ville.

Les sommes correspondantes font l'objet d'une inscription en dépenses du budget principal 2026, voté en Avril 2026.

Les ajustements seront opérés en cours d'année, pour tenir compte des inscriptions complémentaires en recettes, après attribution et notification à la ville des subventions complémentaires sollicitées au titre de cette programmation.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter une ***délibération-cadre,*** *approuvant la programmation budgétaire annuelle des manifestations concernées, conformément au tableau prévisionnel suivant :*

BUDGET PREVISIONNEL DES MANIFESTATIONS DE JUIN A DECEMBRE 2026 DE L'EXERCICE 2026

MANIFESTATIONS	*MONTANTS EN EUROS*	*PRISE EN CHARGE VILLE*
Fête de la Musique : Village musical	*40 000,00*	*40 000,00*
Fête de Schœlcher	*90 000,00*	*90 000,00*
Octobre Rose et Bleu	*20 000 ,00*	*20 000,00*
Village Traditionnel de Noël	*50 000,00*	*50 000,00*
Total	***200 000,00***	***200 000,00***

Monsieur le Maire replace cette délibération dans son contexte. Il rappelle que le budget primitif voté a été élaboré par l'équipe précédente et précise que l'objectif de la présente délibération est de sécuriser les manifestations considérées comme incontournables dans la vie municipale.

Il indique que les montants inscrits correspondent aux coûts constatés lors de l'exercice précédent et qu'ils constituent une enveloppe prévisionnelle. Il précise que cette enveloppe ne préjuge pas des économies qui pourront être recherchées lors de la préparation et de la mise en œuvre des événements. ***Monsieur le Maire*** souligne que la collectivité entend maîtriser les dépenses et que les montants présentés ont vocation, dans la mesure du possible, à être revus à la baisse. Il précise qu'il ne s'agit ni d'une augmentation des demandes en matière de festivités, ni de l'inscription d'opérations nouvelles au budget communal.

Monsieur le Maire invite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

Monsieur Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND souhaite formuler une observation à caractère général. Il indique avoir constaté, à l'occasion de plusieurs déplacements, que les collectivités et organismes publics, tant en France qu'à l'étranger, recourent de manière croissante à des partenariats avec des acteurs privés. À titre d'illustration, il mentionne le partenariat établi entre le ministère de l'Économie et des Finances et l'entreprise Orange.

Dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires accrues, il considère qu'une réflexion pourrait être engagée sur les opportunités offertes par ce type de coopération. À cet égard, il évoque notamment la possibilité pour certains équipements communaux, à l'instar du stade de Schœlcher, d'associer, pour une durée limitée et dans le respect de leur identité et de leur vocation, leur dénomination à celle d'un partenaire privé contribuant au financement d'actions, de projets ou d'aménagements d'intérêt communal.

Par ailleurs, il suggère que la commune puisse envisager le recours à des partenaires ou à des prestataires spécialisés afin d'identifier et de mobiliser des ressources financières complémentaires destinées au soutien des manifestations et au développement des équipements municipaux.

Monsieur le Maire remercie ***Monsieur Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND*** pour cette contribution qu'il qualifie de réflexion de fond et rappelle le contexte ainsi que les objectifs de la délibération soumise à l'examen du Conseil municipal.

Il indique que celle-ci vise à enrayer une dynamique d'accroissement constant du nombre d'animations et de manifestations, lesquelles mobilisent les ressources financières, humaines et matérielles de la collectivité dans des proportions devenues préoccupantes et, à terme, difficilement soutenables.

Il souligne qu'une réflexion globale devra être engagée sur les modalités de financement des manifestations, leur soutenabilité budgétaire ainsi que leurs incidences sur l'organisation et les conditions de travail des services municipaux, en particulier des équipes techniques chargées des opérations de montage et de démontage des équipements, dont la moyenne d'âge appelle une vigilance particulière.

Par ailleurs, il relève que l'utilisation fréquente de la place de Schœlcher pour l'organisation d'événements engendre des contraintes et des nuisances pour les riverains comme pour les usagers. Dans ce contexte, il estime nécessaire de repenser la répartition des manifestations tant dans l'espace que dans le temps, ainsi que leurs modalités de financement.

L'objectif poursuivi est de préserver le dynamisme et l'attractivité du territoire tout en favorisant l'émergence d'événements de dimension plus maîtrisée, mieux répartis sur l'ensemble des quartiers, moins coûteux pour la collectivité et davantage ouverts à la valorisation de la production culturelle locale.

Il précise que le cadre proposé a vocation à garantir la pérennité et la sécurisation des manifestations jugées essentielles, tout en intégrant la préoccupation exprimée par le Premier adjoint relative à la recherche de financements et d'ingénierie complémentaires, notamment par le recours au mécénat, aux partenariats ou aux dispositifs relevant du marketing territorial.

En conclusion, il indique que ces différentes pistes devront faire l'objet d'un examen approfondi afin de permettre à la ville de Schœlcher de maintenir son attractivité et son rayonnement, tout en veillant à une utilisation optimisée des moyens mobilisés par la collectivité.

Madame Teddy PINVILLE, Cheffe du service « Animation territoriale », précise que les crédits prévisionnels inscrits au titre des manifestations accueillant plus de 1 500 participants sur le territoire de Schœlcher intègrent notamment les dépenses afférentes au dispositif de sécurité.

Elle indique qu'en fonction de l'ampleur de chaque événement, les coûts liés à la sécurisation peuvent s'élever entre 25 000 € et 30 000 €.

Elle rappelle également que ces manifestations sont soumises à l'instruction des services préfectoraux et font l'objet d'un examen dans le cadre de comités techniques dédiés.

Dès lors, les charges résultant de la mobilisation des personnels compétents ainsi que du respect des prescriptions réglementaires en matière de sécurité et d'accueil du public sont prises en compte dans l'évaluation budgétaire prévisionnelle des événements concernés.

Monsieur le Maire souligne l'opportunité de privilégier l'organisation d'un plus grand nombre de manifestations de dimension plus modeste, afin de réduire les contraintes liées à la sécurité tout en garantissant leur conformité aux exigences réglementaires.

9

Il précise que les dépenses afférentes aux dispositifs de sécurité ont connu une augmentation significative au cours des dernières années, constituant un facteur majeur de la progression des dépenses observées. Dans ce contexte, il estime nécessaire de réexaminer le format, la nature et les modalités d'organisation des événements inscrits à la programmation culturelle et événementielle de la commune de Schœlcher.

Monsieur Rodrigue Mickaël GRELET indique que les exigences croissantes en matière de sécurité conduisent également à s'interroger sur le choix des sites accueillant les manifestations.

Il estime que les coûts pourraient être moindres si certaines manifestations étaient organisées dans un site adapté à l'accueil du public, tel que le stade de Schœlcher, sous réserve que celui-ci réponde aux conditions requises. Une telle configuration serait de nature à contribuer à la maîtrise des dépenses afférentes à la sécurité.

Monsieur le Maire remercie ***Monsieur Rodrigue Mickaël GRELET*** pour son intervention et indique qu'une réflexion pourrait être menée sur l'opportunité de réaliser des investissements visant à améliorer les capacités d'accueil d'équipements communaux, tels que le stade de Schœlcher, en vue de l'organisation de manifestations ouvertes au public. Il souligne toutefois que cette problématique ne saurait être résolue par une réponse unique ou immédiate.

Il rappelle que les exigences en matière de sécurité constituent un enjeu prioritaire, notamment dans le cadre d'événements impliquant l'utilisation d'équipements électriques et accueillant un public jeune. À cet égard, il insiste sur la nécessité de maintenir un niveau élevé de vigilance et de respecter strictement les prescriptions en vigueur.

Il souligne également la responsabilité collective des élus dans les orientations retenues en matière d'organisation événementielle. Dans cette perspective, il estime nécessaire de poursuivre la réflexion relative aux sites d'accueil, aux formats des manifestations, aux capacités d'accueil autorisées ainsi qu'à leur répartition sur le territoire communal, afin de concilier l'attractivité et le dynamisme de la ville avec une gestion maîtrisée des dépenses publiques. Cette démarche s'inscrit dans un objectif d'optimisation des moyens disponibles et d'amélioration de l'efficience de l'action municipale.

Madame Joëlle TAILAME s'interroge sur la possibilité d'inscrire cette réflexion dans une démarche de démocratie participative, en associant les Schœlcherois à une consultation portant sur les modalités d'organisation des manifestations communales. Elle considère qu'une telle démarche permettrait de mieux appréhender les attentes et les priorités de la population en la matière.

Monsieur le Maire indique qu'une telle initiative pourrait s'inscrire dans une réflexion plus globale visant à recueillir l'expression des habitants sur les conditions dans lesquelles ils souhaitent vivre et contribuer à la dynamique de leur commune. Il rappelle toutefois que les sujets susceptibles d'être soumis à la participation citoyenne sont nombreux et concernent notamment les domaines de la culture, de l'éducation, des loisirs, de la mobilité et du désenclavement.

Il précise qu'une évolution du futur règlement municipal pourrait prévoir la mise en place d'un dispositif de droit d'interpellation citoyenne, permettant aux administrés de formuler des observations, des questions ou des propositions, sous réserve de réunir les conditions de recevabilité et de soutien qui seraient définies. Les contributions ainsi présentées pourraient faire l'objet d'un examen et d'une réponse dans le cadre des instances délibérantes. Selon lui, un tel mécanisme serait de nature à favoriser l'émergence progressive de solutions construites de manière concertée.

Il souligne néanmoins que cette réflexion excède le champ de la délibération soumise à l'examen de l'assemblée.

Madame Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN sollicite des précisions concernant certaines dépenses figurant au budget prévisionnel du Village musical 2026 et souhaite obtenir des éclaircissements.

Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de service « Animation territoriale » indique que l'ensemble des éléments demandés sera présenté dans le cadre de la séance spécifiquement consacrée au Village musical. Elle rappelle que la délibération alors examinée porte sur un objet distinct et précise que les informations budgétaires détaillées relatives à cette manifestation feront l'objet d'une présentation dédiée.

Monsieur le Maire confirme la nécessité de distinguer clairement ces deux points. Il rappelle que la délibération soumise à l'approbation de l'assemblée porte exclusivement sur un point précis de l'ordre du jour, tandis que les éléments relatifs au Village musical font l'objet d'une présentation distincte, portée à la connaissance des élus à titre d'information et ne donnant pas lieu à délibération dans le cadre de ce point.

Monsieur le Maire soumet ensuite la question à l'approbation des membres du Conseil municipal.

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

1. **D'approuver le principe de cadrage annuel des opérations retenues au titre des actions, manifestations festives et grands évènements de la Commune, de juin à décembre 2026, comme suit :**
   - **Fête de la Musique « Village musical » en juin 2026, d'un montant de 40 000€ (quarante mille euros),**
   - **Fête de Schœlcher, en juillet 2026, d'un montant de 90 000 € (quatre-vingt-dix mille euros),**
   - **Octobre Rose et Bleu, en octobre 2026, d'un montant de 20 000 € (vingt mille euros),**
   - **Village Traditionnel de Noël, en décembre 2026, d'un montant de 50 000 € (cinquante mille euros),**

   Pour une montant global de 200 000 € (deux cents mille euros).
2. **D'autoriser monsieur le Maire à signer tous les actes subséquents.**

GOUVERNANCE

1.11 Participation de la ville de Schoelcher aux 28e Assises des Petites Villes de France de l'Association des Petites Villes de France (APVF)

Monsieur le Maire cède la parole à ***Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services***, qui présente le point.

L'Association des petites villes de France fédère, depuis 1990, les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France hexagonale et d'outre-mer.

Les 28èmes Assises des Petites villes de France se dérouleront les 18 et 19 juin 2026, à Château-Thierry (Aisne/Hauts de France) autour du thème "Des petites villes résilientes, bienveillantes et performantes".

Monsieur le Maire indique qu'une modification doit être apportée. Il précise qu'un seul élu participera finalement aux Assises. Il indique également que cet élu représentera la commune lors du 95e Congrès de l'ANETT.

Monsieur le Maire rappelle que la commune est confrontée à une situation particulière dans la mesure où, malgré une population inférieure à 20 000 habitants, elle ne peut bénéficier du programme « Action Cœur de Ville », dont relèvent notamment les communes de Fort-de-France et du Lamentin.

Dans ce contexte, il souligne l'intérêt d'identifier des dispositifs alternatifs susceptibles d'accompagner la mise en œuvre d'actions et de projets répondant aux enjeux du territoire.

Il précise que cette démarche s'inscrit également dans une volonté de développer des partenariats et d'explorer des perspectives complémentaires aux mécanismes existants de soutien aux collectivités, ce qui justifie l'intérêt porté à ce déplacement.

Monsieur le Maire invite ensuite les Conseillers municipaux à formuler leurs observations.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

Compte tenu de ces éléments, et :

- **en application des articles L2123-18 et R 2123-22-1 du Code général des collectivités territoriales relatifs à l'indemnisation des frais de déplacement dans le cadre d'un mandat spécial ;**
- **conformément aux dispositions de la délibération portant revalorisation des frais de mission des élus municipaux en date du 26 mai 2026 ;**

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

- **De mandater un élu municipal afin de représenter la ville de Schœlcher aux 28es Assises des petites villes de France les 18 et 19 juin 2026 à Château-Thierry – Aisne – Hauts-de-France ;**
- **D'approuver la prise en charge des frais occasionnés par ce déplacement sur la base des dépenses réelles effectuées (circulaire du 15/04/1992).**

1.12 Participation de la ville de Schoelcher au 95e Congrès de l'association nationale des élus des territoires touristiques (ANETT)

A la demande de ***Monsieur le Maire***, ***Monsieur Bertil BRIDIER***, ***Directeur Général des Services***, présente le point.

L'Association Nationale des Elus des Territoires Touristiques (ANETT) tiendra son Congrès annuel le 17 juin 2026, à Paris.
Elle regroupe, en son sein, l'ensemble des communes à vocation touristique, des communes touristiques et des stations classées. La ville de Schœlcher est adhérente suite à l'obtention, le 23 mai 2024, du label ***Station classée de tourisme.***

Comptant aujourd'hui près de 950 membres, l'Association a pour objet essentiel d'assurer une liaison permanente avec les pouvoirs publics, dont elle est devenue le partenaire privilégié, et d'aider au développement du potentiel touristique des communes. Elle veille en liaison avec le Gouvernement, au maintien de la capacité d'action des budgets des communes touristiques.
Ce rendez-vous constitue un moment privilégié d'échanges et de travail, permettant à la collectivité :

- *de renforcer sa* ***visibilité en tant que station classée de tourisme*** *;*
- *de suivre les évolutions réglementaires et financières impactant les collectivités touristiques ;*
- *de partager les bonnes pratiques et développer des* ***partenariats institutionnels*** *;*
- *de participer aux orientations stratégiques de l'ANETT.*

Monsieur le Maire précise qu'un seul élu représentera la commune au Congrès et qu'il participera également aux 28e Assises des Petites Villes de France.
Par ailleurs, ***Monsieur Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND*** prendra également part au Congrès de l'ANETT. Il est précisé que sa participation sera prise en charge par la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM), au regard des enjeux stratégiques liés au développement touristique du territoire.
Cette participation lui permettra de s'inscrire au cœur des partenariats, des innovations et des initiatives portées dans ce domaine. Elle offrira également l'opportunité d'échanger sur les pratiques mises en œuvre au sein d'autres collectivités et d'apprécier les modalités de reconnaissance et de validation des différents labels.
Monsieur le Maire souligne que la mutualisation de ces déplacements au bénéfice d'un même représentant contribue à une gestion optimisée des ressources publiques, en favorisant la rationalisation des dépenses associées aux missions de représentation.

Monsieur le Maire invite ensuite les conseillers municipaux à formuler leurs observations.

En l'absence de demande d'intervention, ***Monsieur le Maire*** soumet la question à l'approbation des Conseillers municipaux.

Compte tenu de ces éléments, et :

- **en application des articles L2123-18 et R 2123-22-1 du Code général des collectivités territoriales relatifs à l'indemnisation des frais de déplacement dans le cadre d'un mandat spécial ;**
- **conformément aux dispositions de la délibération portant revalorisation des frais de mission des élus municipaux, en date du 26 mai 2026 ;**

A l'unanimité, les Conseillers municipaux décident :

- **De mandater un élu municipal afin de représenter la ville de Schœlcher au Congrès de l'ANETT, le 17 juin 2026, à Paris ;**
- **D'approuver la prise en charge des frais occasionnés par ce déplacement**

1.13 Modification de la liste des représentants de la collectivité au Comité social territorial (CST) commun à la ville et à ses établissements publics rattachés (Caisse des écoles et Centre communal d'action sociale)

Monsieur le Maire explique qu'il faut que le Maire pressenti comme président, soit dans la liste, puisque s'il n'y figure pas, il ne peut pas être président contrairement aux autres organes.

Monsieur le Maire présente le point.

Par délibération n° 2026-03-040 du 7 avril 2026, le Conseil municipal a fixé le nombre et désigné les représentants de la collectivité, titulaires et suppléants, au sein du Comité Social Territorial (CST) commun à la ville et ses établissements publics rattachés (Caisse des écoles et CCAS).

Cependant, il convient de procéder à une modification de cette liste en raison du choix de l'autorité territoriale de siéger en qualité de président au sein de l'instance.

A l'unanimité - 06 abstentions, les Conseillers municipaux décident :

1- L'annulation et le remplacement de la liste des représentants de la collectivité et de leurs suppléants, désignés pour siéger au comité social territorial commun à la ville, à la Caisse des écoles et au Centre communal d'action sociale qui était jusqu'alors établie, comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Manuel Maxime GHUNAIM	**Stanley SYMPHOR**
Franck SAINTE-ROSE ROSEMOND	**Jill OCTAVIA**
Sandra PALIX	**Doris MAJESTE**
Patrick ULTET	**Georges HARPON**
Dominique JOSEPH-MONROSE	**Joëlle TAILAME**
Karine BAUDIN	**Claudia NELLER**

2- La liste modifiée des représentants de la collectivité et de leurs suppléants, désignés pour siéger au comité social territorial commun à la ville, à la Caisse des écoles et au Centre communal d'action sociale, comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel CHOMET	**Karine BAUDIN**
Manuel Maxime GHUNAIM	**Stanley SYMPHOR**
Franck SAINTE-ROSE ROSEMOND	**Jill OCTAVIA**
Sandra PALIX	**Doris MAJESTE**
Patrick ULTET	**Georges HARPON**
Dominique JOSEPH-MONROSE	**Joëlle TAILAME**

Monsieur le Maire précise que ces éléments n'ont pas vocation à changer les représentations au CST et qu'ils ont fait le choix de ne pas désigner d'administratifs au CST, ce qui était le cas sous la précédente mandature, le Directeur Général des Services (DGS) et la Responsable des Ressources humaines y siégeant. Désormais, les administratifs auront un rôle d'appui et d'accompagnement des travaux de l'instance et seuls les élus seront les représentants au CST.

1.14 Modification de la liste des représentants de la collectivité a la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (F3SCT) instituée au sein du Comité social territorial (CST) commun à la commune et à ses établissements publics rattachés

Par délibération n° 2026-03-041 du 7 avril 2026, le Conseil municipal a fixé le nombre et désigné les représentants de la collectivité, titulaires et suppléants, à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail instituée au sein du comité social territorial (CST) commun à la commune et a ses établissements publics rattachés (Caisse des écoles et Centre communal d'action sociale).

Cependant, il convient de procéder à une modification de cette liste en raison du choix de l'autorité territoriale de siéger en qualité de président au sein de l'instance.

A l'unanimité - 06 abstentions, les Conseillers municipaux décident :

1- **L'annulation et le remplacement de la liste des représentants de la collectivité et de leurs suppléants, désignés pour siéger à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du comité social territorial (CST) commun à la commune et à ses établissements publics rattachés qui était jusqu'alors établie, comme suit :**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Manuel Maxime GHUNAIM	Stanley SYMPHOR
Franck SAINTE-ROSE ROSEMOND	Jill OCTAVIA
Sandra PALIX	Doris MAJESTE
Patrick ULTET	Georges HARPON
Dominique JOSEPH-MONROSE	Joëlle TAILAME
Karine BAUDIN	Claudia NELLER

2- **La liste modifiée des représentants de la collectivité et de leurs suppléants, désignés pour siéger à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du comité social territorial (CST) commun à la commune et à ses établissements publics rattachés, comme suit :**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel CHOMET	Karine BAUDIN
Manuel Maxime GHUNAIM	Stanley SYMPHOR
Franck SAINTE-ROSE ROSEMOND	Jill OCTAVIA
Sandra PALIX	Doris MAJESTE
Patrick ULTET	Georges HARPON
Dominique JOSEPH-MONROSE	Joëlle TAILAME

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire cède la parole à ***Monsieur Didier MARMOT.***

Monsieur Didier MARMOT salue l'assemblée et indique être régulièrement destinataire de sollicitations et de signalements formulés par des administrés auprès des élus de l'opposition. À ce titre, il souhaite connaître les modalités mises en place par la collectivité pour la transmission et l'enregistrement de ces demandes lorsqu'elles sont portées à la connaissance des services municipaux. Il s'interroge notamment sur l'interlocuteur compétent pour leur dépôt. S'agit-il du cabinet du Maire ?
Monsieur Didier MARMOT sollicite des précisions sur la procédure applicable en la matière.

Monsieur le Maire déclare : « La procédure qui est active, c'est celle qui existait précédemment. Ainsi, le cabinet du Maire centralise toutes les demandes d'interventions diverses et variées, de même que les demandes de rendez-vous ». Selon lui, cette organisation vise à garantir la transparence, l'équité de traitement et la traçabilité des demandes adressées à la collectivité. Elle permet également d'assurer un suivi homogène des dossiers, indépendamment des canaux de transmission utilisés ou des interlocuteurs sollicités, et contribue ainsi à prévenir toute disparité de traitement entre les administrés.
S'agissant des demandes d'intervention à caractère technique, ***Monsieur le Maire*** rappelle que celles-ci sont désormais soumises à une procédure de validation formalisée. À l'exception des situations présentant un caractère d'urgence avéré, aucune intervention ne peut être engagée sans validation préalable de ***Madame Sandra PALIX*** ou de ***Monsieur le Maire***.
Il précise qu'une commission dédiée, placée sous la responsabilité de ***Madame Sandra PALIX***, se réunira mensuellement afin d'examiner les demandes d'intervention dans les rivières, pour couper des arbres. Les situations présentant un risque immédiat pour la sécurité des personnes ou des biens continueront toutefois à faire l'objet d'un traitement prioritaire et sans délai.

Selon ***Monsieur le Maire***, cette organisation a pour objectif d'améliorer l'identification des demandes formulées, d'assurer la transparence des décisions prises et de garantir une meilleure lisibilité des réponses apportées par la collectivité. Il précise que cette démarche s'inscrit dans un processus de formalisation et d'amélioration du suivi des sollicitations adressées aux services municipaux.
Il indique également que les demandes à caractère social doivent être transmises directement au Centre communal d'action sociale (CCAS) ou, le cas échéant, par l'intermédiaire du cabinet du Maire afin de garantir leur centralisation. Il est prévu que le CCAS établisse un bilan périodique des demandes reçues ainsi que des suites qui leur sont données.
Monsieur le Maire conclut en soulignant que ces nouvelles modalités ont pour finalité de renforcer la coordination entre les services, d'améliorer la traçabilité des démarches engagées et de garantir une information partagée sur la nature des demandes ainsi que sur les réponses apportées par la collectivité.

Monsieur Didier MARMOT souhaite porter à la connaissance de l'assemblée une situation qu'il estime relever d'un caractère d'urgence. Il signale qu'un incendie s'est déclaré dans une habitation située au quartier Fond Bernier environ quinze jours auparavant, plaçant l'occupant concerné, ***Monsieur Lucien MARIE-SAINTE***, dans une situation de grande précarité.

Après avoir pris acte des modalités de transmission des demandes rappelées par ***Monsieur le Maire***, il indique qu'une saisine formelle sera effectuée conformément à la procédure en vigueur. Il sollicite néanmoins une attention particulière des services municipaux afin qu'un contact puisse être établi dans les meilleurs délais avec la personne concernée, au regard des difficultés importantes auxquelles elle est confrontée.

Monsieur le Maire répond : « On appelle cela une urgence. Récemment, il y a eu une chute sur la zone de plage. Nous n'avons pas attendu une délibération pour faire en sorte que la zone soit nettoyée. Je pense qu'il y a à la fois, la bonne foi et la bonne collaboration. Lorsqu'il y a connaissance d'une situation que l'on peut qualifier d'urgente, n'hésitez pas à vous adresser aux élus ou au cabinet du Maire pour que les choses soient traitées intelligemment. Pour le reste, faisons en sorte que nous tous, y compris mes élus, nous adoptions les canaux identiques car c'est difficilement gérable ».

Monsieur Franck SAINTE-ROSE-ROSEMOND souhaite apporter des précisions concernant la situation évoquée. Il indique s'être rendu sur les lieux de l'incendie, aux côtés de ***Monsieur Jean-Yves CHALBOT***, le jour même du sinistre.
Il précise que ***Monsieur Lucien MARIE-SAINTE*** n'a pas été directement touché par l'incendie, celui-ci occupant le rez-de-chaussée de l'immeuble concerné, où se trouve un appartement qui a brulé. Toutefois, il souligne que ***Monsieur MARIE-SAINTE*** se trouve dans une situation de précarité préexistante, liée notamment à l'état général de l'immeuble, lequel présenterait des dysfonctionnements affectant notamment les réseaux d'assainissement et d'électricité, ainsi que, potentiellement, certains éléments structurels. Selon lui, si cette situation n'est pas directement imputable à l'incendie, les conséquences de ce dernier contribuent néanmoins à aggraver les difficultés déjà rencontrées par l'intéressé.

Monsieur le Maire prend acte du signalement porté à la connaissance de l'assemblée et confirme que la situation a été dûment enregistrée. Il indique que ***Monsieur Georges HARPON*** assurera, en lien avec les services compétents du Centre communal d'action sociale (CCAS), le suivi de ce dossier et prendra les dispositions nécessaires afin qu'un retour soit fait. Il remercie les intervenants pour les informations communiquées.

Madame Odile Valérie SAINT-LOUIS-AUGUSTIN sollicite ensuite des précisions relatives au fonctionnement de certaines commissions communales. Elle souhaite notamment savoir si celles-ci sont ouvertes à des personnes extérieures et si des experts peuvent être amenés à y participer. Sa question porte en particulier sur la Commission communale des impôts directs (CCID), la Commission intercommunale des impôts directs (CIID) ainsi que, le cas échéant, la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL).

Monsieur Bertil BRIDIER, Directeur Général des Services, confirme que des experts ou personnes qualifiées peuvent être conviés aux travaux des commissions lorsque la nature des dossiers examinés le justifie. Il précise toutefois que les questions traitées relèvent, dans la plupart des cas, des compétences de la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) et ne nécessitent généralement pas l'intervention de spécialistes extérieurs.

Il indique néanmoins que, lorsque des besoins particuliers sont identifiés, des experts peuvent être invités à participer aux réunions afin d'apporter un éclairage technique sur des points spécifiques.

Monsieur le Maire précise que la participation d'experts ou de personnes qualifiées aux travaux des commissions ne peut intervenir que sur son initiative ou avec son accord préalable. Il rappelle que, dès lors qu'elle implique une convocation formelle, toute invitation adressée à une personne extérieure doit être autorisée par l'autorité territoriale, y compris lorsque l'intérêt de cette participation apparaît manifeste au regard des sujets inscrits à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire cède la parole à ***Madame Joëlle TAILAME***.

Madame Joëlle TAILAME déclare que la présente communication a pour objet d'informer le Conseil municipal de l'avis émis par la Ville concernant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM).

Il leur a paru essentiel de porter à la connaissance de l'assemblée délibérante que la CACEM a engagé une procédure de révision de son SCoT. Ce document stratégique de planification territoriale est l'aboutissement de trois années d'études et de travaux conduits sous la précédente mandature communautaire.

Conformément à la procédure en vigueur, le projet de SCoT a été transmis à la Ville de Schœlcher afin de recueillir son avis en tant que personne publique associée. Cet avis devait impérativement être rendu au plus tard le 24 mai. À défaut de réponse dans ce délai, l'avis de la commune aurait été réputé favorable.

À ce stade de la procédure, la CACEM a achevé l'ensemble des études préalables et arrêté un projet de SCoT. La phase de consultation des personnes publiques associées s'est clôturée le 24 mai. La commune de Schœlcher, en sa qualité de personne publique associée, a donc été consultée dans ce cadre et a transmis son avis dans les délais impartis.

Compte tenu des enjeux et des incidences significatives que ce document est susceptible d'avoir sur le développement et l'aménagement du territoire communal, il sera proposé d'organiser une séance spécifique afin de présenter en détail les orientations, les objectifs et les conséquences du nouveau SCoT pour la commune de Schœlcher.

Il convient de souligner que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) devra être rendu compatible avec les orientations et prescriptions du futur SCoT. À ce titre, il est envisagé d'organiser, avant l'approbation définitive du document, une séance dédiée à sa présentation approfondie. En effet, si les membres de la précédente mandature ont déjà bénéficié de plusieurs présentations conduites par la CACEM dans le cadre de l'élaboration de ce document, les nouveaux conseillers municipaux n'ont pas encore eu l'occasion d'en prendre pleinement connaissance.

Pour rappel, le Schéma de Cohérence Territoriale est un document de planification stratégique intercommunale qui définit l'organisation spatiale du territoire ainsi que les grandes orientations en matière de développement, d'aménagement et d'équipement sur un horizon d'environ vingt ans. Toutefois, l'évolution rapide des enjeux territoriaux, réglementaires et environnementaux conduit fréquemment à une révision de ces documents avant l'échéance initialement envisagée. À titre d'illustration, le SCoT actuellement en vigueur, approuvé en 2016, fait aujourd'hui l'objet d'une procédure de révision.

Le SCoT a vocation à assurer la cohérence des différentes politiques publiques sectorielles, notamment en matière d'habitat, de mobilité, de développement économique et commercial, d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement. À ce titre, il s'impose aux documents locaux d'urbanisme, tels que le PLU, dans un rapport de compatibilité.

La révision engagée par la CACEM vise à adapter le document aux nouveaux enjeux auxquels le territoire est confronté. Elle intègre notamment les objectifs issus de la loi Climat et Résilience, en particulier ceux relatifs à la réduction de l'artificialisation des sols et à l'atteinte du principe de Zéro Artificialisation Nette (ZAN), ainsi que les problématiques liées au recul du trait de côte et à l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique.

L'avis transmis par la commune comporte, en premier lieu, une appréciation globalement favorable du projet élaboré par la CACEM. Il souligne la qualité du document produit, caractérisé par sa richesse, sa cohérence et sa structuration. La commune a également tenu à saluer la démarche de concertation conduite tout au long de la procédure d'élaboration, laquelle apparaît clairement dans le dossier soumis à consultation et témoigne de la volonté de l'intercommunalité d'associer les différents acteurs du territoire.

Par ailleurs, la commune relève avec satisfaction que le projet de SCoT conforte le rôle de Schœlcher en tant que station classée de tourisme et pôle universitaire majeur de l'agglomération centre. Le document reconnaît également l'attractivité spécifique de la commune ainsi que sa contribution essentielle au rayonnement et au développement du territoire intercommunal.

Toutefois, l'avis émis fait également état de plusieurs réserves portant principalement sur certaines prescriptions du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), qui constitue la partie prescriptive et réglementaire du SCoT. La commune estime que certaines dispositions sont susceptibles de réduire significativement les marges de manœuvre dont elle disposera à l'avenir dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de son Plan Local d'Urbanisme.

Si les contraintes envisagées peuvent être comprises au regard des objectifs poursuivis à l'échelle intercommunale, notamment en matière de sobriété foncière et de préservation des ressources, la commune demande que soient apportées des garanties précises quant à la répartition équitable des efforts entre les différentes communes membres et à la prise en compte des vulnérabilités propres à chaque territoire. Elle appelle ainsi à une vigilance particulière afin que les orientations retenues ne compromettent pas durablement les capacités de développement, de renouvellement urbain et d'équipement de Schœlcher.

La commune souligne également que le projet de SCoT repose essentiellement sur une approche urbaine du développement territorial. À cet égard, elle estime que certaines composantes de l'identité et des dynamiques de Schœlcher mériteraient d'être davantage prises en considération, en particulier les secteurs de l'arrière-pays tels que la Démarche, Terreville, Fond-Duclos et les quartiers environnants.

La commune a notamment souhaité attirer l'attention sur la nécessité d'une meilleure prise en compte de sa composante rurale, qui constitue un élément structurant de son identité et de son développement. Cette dimension ne saurait être appréhendée au seul regard d'une logique de ratios. Elle doit, au contraire, être pleinement reconnue et intégrée dans l'organisation territoriale proposée, en complémentarité avec l'armature urbaine définie à l'échelle intercommunale.

En conséquence, l'avis émis par la Ville sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale est un avis réservé. La commune partage les objectifs généraux poursuivis par le document, notamment ceux relatifs à la sobriété foncière. Toutefois, elle sollicite plusieurs modifications et précisions afin de garantir que les orientations retenues ne constituent pas un frein aux capacités de développement du territoire.

La phase de consultation des personnes publiques associées étant désormais achevée, le projet de SCoT sera prochainement soumis à enquête publique. Cette étape permettra à l'ensemble des citoyens, acteurs institutionnels et parties prenantes de prendre connaissance du dossier et de formuler leurs observations et propositions.

À l'issue de cette phase, la CACEM procédera à l'examen des avis émis par les personnes publiques associées ainsi que des observations recueillies par le commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique. Le projet de document pourra alors être ajusté afin de tenir compte, le cas échéant, des remarques formulées au cours de ces consultations, avant son approbation définitive.

Dans cette perspective, la commune sollicitera la CACEM afin qu'une présentation actualisée du projet soit organisée devant le Conseil municipal.

Monsieur le Maire remercie ***Madame Joëlle TAILAME.*** Puis, il indique qu'au regard de l'expérience acquise en matière de planification territoriale, il souhaite rappeler que ces documents sont particulièrement engageants pour l'avenir des collectivités. Si les grandes orientations qu'ils définissent sont importantes, l'expérience démontre que les incidences les plus significatives résident souvent dans les dispositions les plus précises. C'est pourquoi il est essentiel que chaque territoire exprime clairement ses ambitions et sa vision de développement.

C'est toute la difficulté des Schémas de Cohérence Territoriale. Ces documents sont conçus pour structurer une stratégie territoriale de long terme et s'inscrivent dans une logique de planification qui guide l'aménagement du territoire depuis plus de vingt ans. Toutefois, ils doivent également s'articuler avec des documents de planification de niveau supérieur afin d'assurer une cohérence d'ensemble.

Or, la Martinique se trouve dans une situation particulière puisqu'elle ne dispose pas aujourd'hui d'un Schéma d'Aménagement Régional actualisé. Cette absence de cadre stratégique récent constitue une réelle difficulté pour appréhender certains enjeux à l'échelle pertinente.

En effet, des thématiques majeures telles que les mobilités, l'organisation du littoral ou encore les liaisons maritimes dépassent largement les frontières communales ou intercommunales. Si demain le développement des autoroutes de la mer devait être renforcé, il ne s'agirait pas d'une stratégie propre à une seule commune, mais bien d'une réflexion à l'échelle du littoral et, plus largement, du territoire martiniquais dans son ensemble.

C'est pourquoi certaines limites observées dans le projet de SCoT doivent être analysées à la lumière de cette absence de cadre régional actualisé. Il ne serait pas équitable d'imputer à la seule intercommunalité des insuffisances qui relèvent, en réalité, d'un niveau de planification supérieur.

Il convient également de rappeler que le document de référence actuellement en vigueur à l'échelle territoriale date de 1998. Élaboré dans un contexte très différent de celui qui est connu aujourd'hui, il ne prend pas pleinement en compte les enjeux contemporains, notamment les questions liées au changement climatique, à la résilience des territoires ou à la préservation de la biodiversité.

La situation actuelle demeure particulièrement préoccupante. On continue à élaborer des documents de planification territoriale aux conséquences durables dans un contexte marqué par l'absence d'un cadre stratégique régional actualisé. Or, le document de référence existant date de près de trois décennies. Il a été conçu dans un environnement institutionnel, économique et environnemental très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui.

Monsieur le Maire poursuit : « Nous devons porter une vision ambitieuse pour notre territoire, un territoire auquel nous sommes profondément attachés et que nous souhaitons voir se développer de façon harmonieuse et équilibrée. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont nombreux et parfois plus complexes qu'ils ne l'étaient pour les générations précédentes.

Je pense notamment aux enjeux liés au littoral, aux effets du changement climatique, à la préservation du cadre de vie, mais également aux questions de cohésion sociale et de qualité du vivre-ensemble.

Il ne s'agit pas d'opposer le développement à la protection de l'environnement, ni l'attractivité du territoire à la qualité de vie des habitants. L'enjeu consiste au contraire à concilier ces objectifs de manière équilibrée, responsable et durable. Cela suppose un dialogue permanent, des débats approfondis et une recherche constante d'équilibre afin de garantir des décisions à la fois pertinentes et soutenables pour les générations futures.

C'est dans cet esprit que la commune a formulé un avis réservé sur le projet de SCoT ».

Monsieur le Maire tient d'ailleurs à souligner, comme l'a indiqué ***Madame Joëlle TAILAME***, la grande qualité du travail réalisé. Les observations formulées aujourd'hui s'inscrivent dans le prolongement de celles que ***Monsieur le Maire*** avait déjà eu l'occasion d'exprimer lors des précédentes présentations du document.

La première réserve porte sur la vision territoriale proposée par le SCoT. Celui-ci apparaît principalement construit autour d'une approche urbaine du développement. Or, cette lecture ne traduit pas suffisamment les spécificités et les potentialités des espaces ruraux de la commune. Les fonctions agricoles, les enjeux de valorisation des terres et les perspectives de développement de l'arrière-pays schœlcherois mériteraient d'être davantage prises en compte dans les orientations stratégiques du document.

C'est du point de vue de ***Monsieur le Maire***, une vraie lacune, car il y a certes les enjeux universitaires qui sont très présents, les enjeux touristiques qui sont très clairement indiqués, mais trop peu d'identification sur les fonctionnalités d'un arrière-pays qui est l'un des piliers sur lesquels il faut bâtir le Schoelcher de demain, avec une agroforesterie, avec la valorisation de nos bois précieux, avec sans doute des systèmes d'irrigation innovants pour permettre de retrouver une production maraîchère de qualité.

Monsieur le Maire poursuit : « Ce document n'interdit pas mais il est nu. Il a aussi une valeur prescriptive. Nous exigeons que notre identité agricole ne soit pas oubliée. Elle est une partie constitutive du projet Schœlcherois. Un SCOT c'est pour 20 ans, il ne faut pas se tromper. Deuxièmement, c'est un combat que nous aurons en interne à la CACEM, c'est la question de la répartition, car aujourd'hui la loi rend obligatoire qu'on rendre en nature ce que l'on prélève en nature ».

Monsieur le Maire rappelle que les évolutions législatives récentes désormais imposent la mise en œuvre de mécanisme de compensation visant à restituer, sous une forme équivalente, les espaces naturels ou les surfaces impactées par les opérations d'aménagement et de construction.

Monsieur le Maire déclare : « Cela fait un siècle et demi que Fort-de-France est la capitale et qu'elle a saturé son territoire avec des équipements et que d'autres ont été beaucoup plus sobres, et j'aurais besoin demain qu'on puisse assumer l'installation d'un gymnase… et la clé de répartition de l'effort consenti intracommunautaire n'est pas claire. Nous souhaitons que sur cet aspect-là, il y ait une clarté qui puisse nous permettre en connaissance de cause, de savoir l'effort que chacun d'entre nous devra consentir sur la question de la disponibilité foncière. Ce n'est pas une réponse de rejet catégorique, c'est de la clarification ».

Monsieur le Maire conclut son intervention en appelant le Conseil à faire preuve de prudence et de vigilance dans l'examen soumis à consultation. Il estime que l'avis émis par la collectivité doit s'inscrire dans une démarche exigeante et responsable, compte tenu des enjeux stratégiques attachés à ce document de planification territoriale.

Monsieur Noham BODARD sollicite une précision concernant la procédure en cours. Il indique avoir bien compris que la commune de Schœlcher a été consultée en sa qualité de personne publique associée dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Il souhaite toutefois savoir si le Conseil municipal sera appelé à se prononcer formellement sur ce projet par l'émission d'un avis, ou si cette étape n'est pas prévue dans la suite de la procédure.

Madame Joëlle TAILAME déclare que la nouvelle équipe municipale a disposé d'un délai particulièrement contraint pour examiner ce dossier, lequel représente un volume important d'environ 500 pages. Malgré cette contrainte temporelle, une analyse approfondie du document a été menée.

Dans ces conditions, il n'a pas été possible d'organiser les commissions de travail dans les délais souhaités. Si la procédure prévoyait un délai de consultation de trois mois, celui-ci avait déjà commencé à courir avant la prise de fonctions de la nouvelle mandature. Par conséquent, à défaut de réponse dans le délai réglementaire imparti, l'avis de la commune aurait été réputé favorable.

C'est la raison pour laquelle la responsabilité a été prise de transmettre un avis dans les délais prescrits. Cet avis est assorti de réserves : il reconnaît la qualité du travail réalisé et l'intérêt général des orientations proposées, tout en formulant plusieurs observations destinées à préserver les intérêts et les perspectives de développement de la commune.

Il convient toutefois de préciser que la procédure se poursuit. La phase d'enquête publique offrira l'opportunité à la commune de formuler, le cas échéant, des observations complémentaires et de porter à la connaissance de la CACEM de nouveaux éléments d'appréciation.

D'ici cette échéance, ***Madame Joëlle TAILAME*** souhaite réunir la commission compétente en matière d'aménagement et d'urbanisme afin de permettre aux élus municipaux d'examiner le document dans des conditions plus sereines, d'en approfondir l'analyse et d'appréhender pleinement ses enjeux et ses incidences pour le territoire communal.

Monsieur le Maire précise que si la question posée porte sur l'existence d'un débat autour de ce document, il tient à préciser que celui-ci s'est déjà inscrit dans le processus d'élaboration de l'avis. Une présentation du projet a eu lieu et a donné lieu à des échanges ainsi qu'à une prise de position. ***Monsieur le Maire*** indique y avoir participé et exprimé des réserves pour les raisons précédemment exposées. La position retenue par la commune s'inscrit donc dans la continuité des observations déjà formulées.

En sa qualité de Maire, il lui est ensuite revenu de formaliser et de transmettre l'avis de la Ville. Il ne s'agit nullement d'un avis de rejet du projet dans son ensemble. ***Monsieur le Maire*** souligne avoir veillé à ce que la position communale ne puisse être interprétée comme une démarche de circonstance, une posture politique ou une volonté de polémique.

En revanche, il lui paraît indispensable que les élus puissent désormais disposer d'un véritable temps d'échange collectif. Le délai dont ils ont disposé pour formuler l'avis était particulièrement contraint et ne permettait pas d'organiser un débat aussi approfondi qu'ils l'auraient souhaité. Pour autant, la réflexion est loin d'être close et la porte demeure pleinement ouverte à la discussion.

La prochaine étape consistera à solliciter la CACEM afin qu'une présentation du projet de SCoT soit organisée à l'intention de l'ensemble des élus municipaux. Compte tenu de l'importance du document et des enjeux qu'il porte pour l'avenir du territoire, il apparaît essentiel que chacun puisse en prendre pleinement connaissance et confronter son analyse à celle des autres membres du Conseil municipal.

Par ailleurs, la phase d'enquête publique à venir offrira une opportunité supplémentaire d'exprimer des observations, des propositions d'évolution, voire des divergences d'appréciation sur certains points. Elle constitue un espace de dialogue particulièrement important avant l'aboutissement définitif de la procédure.

Monsieur le Maire rappelle également qu'un premier projet d'avis avait déjà été élaboré sous la précédente mandature. Un certain nombre d'observations et de positions existaient donc déjà sur ce dossier. Il ne saurait par conséquent être soutenu que la commune aurait agi dans la précipitation. Dès l'installation du Conseil municipal, ce dossier a figuré parmi les priorités nécessitant une intervention rapide en raison des échéances réglementaires imposées.

Dans le même temps, les conditions matérielles ne permettaient pas encore d'organiser le travail préparatoire souhaité. Les commissions municipales n'étaient pas encore constituées et il n'était donc pas possible d'engager immédiatement un débat approfondi dans ce cadre.

C'est pourquoi ***Monsieur le Maire*** considère qu'il est aujourd'hui essentiel de créer les conditions d'un échange approfondi entre l'ensemble des élus autour du document tel qu'il est rédigé, en permettant à chacun d'exprimer son point de vue, ses interrogations et ses propositions. Cette démarche n'enferme en rien la position de la commune de Schœlcher, laquelle pourra continuer à être enrichie et précisée au fur et à mesure de l'avancement de la procédure.

Monsieur Noham BODARD remercie ***Monsieur le Maire*** pour ces éléments d'informations. Il indique toutefois que son interrogation demeure. En effet, lorsqu'un projet est porté par l'intercommunalité, il est généralement soumis à l'examen des Conseils municipaux des communes membres, qui sont amenés à se prononcer formellement.

Sa question est celle de savoir si le Conseil municipal sera amené à se prononcer, ou si on doit considérer que cette étape a déjà été satisfaite avec l'avis transmis par la commune en qualité de personne publique associée et que la procédure se poursuit désormais.

Monsieur le Maire répond : « Dans le processus réglementaire, ce moment-là a eu lieu sous votre autorité. Maintenant, il faut organiser le débat. Il n'y a rien de pire qu'une enquête publique où rien n'est dit, puis après tout le monde se plaint. C'est la raison pour laquelle nous avons pris cette position de réserve qui n'est pas une opposition au SCOT. D'autant plus qu'il y a la question de la répartition de l'effort sur le foncier qui est absolument défavorable à Schœlcher et cela était écrit dans le précédent rapport. Cette analyse n'est pas une trouvaille, c'était la position de mon prédécesseur. Alors peut être que lui, n'a-t-il pas souhaité émettre un avis réservé. Je ne vais pas commenter cela, mais cette analyse était celle de mon prédécesseur. J'y ajoute un élément fort qui est celui de l'insuffisance de l'identité agricole et de l'ambition agricole, en tout cas de l'agro projet schœlcherois. Sans doute que ce SCOT, je le trouve peut-être trop urbain alors qu'à Schoelcher, il n'y a pas que le milieu urbain, il y a autre chose. J'ai essayé d'être franc, sincère avec vous, mais je vais demander qu'au prochain Conseil municipal, si c'est possible et si les agents de la CACEM sont disponibles, qu'ils viennent nous le présenter. Je pense qu'il faut au moins 01h30-2h pour la présentation et les échanges. Il faudra accepter que le Conseil soit long. J'en parlerai avec Didier ***Monsieur Didier LAGUERRE*** ».

Monsieur Didier MARMOT demande s'il serait possible d'avoir ce document en version papier ou numérique afin de pouvoir le travailler.

Monsieur le Maire répond que ce document sera disponible pour les élus en version numérique. A la demande, une version papier pourra exceptionnellement être mise à disposition pour le groupe, compte tenu de l'épaisseur du dossier.

INFORMATION

Monsieur le Maire cède la parole à ***Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de Service « Animation Territoriale »*** qui présente ce point d'information.

« Fête de la musique village musical 2026 »

La fête Nationale de la Musique sera organisée, comme chaque année à la même date, le 21 Juin.
Ce concept original de production d'artistes, créé par Monsieur Jacques LANG, a pour but essentiel de promouvoir la musique et ceux qui la produisent.

La musique, phénomène culturel universel, fédère à Schœlcher, les potentialités artistiques et musicales.

La ville de Schœlcher a créé depuis 2008, le « VILLAGE MUSICAL ». C'est un concept original, permettant aux artistes d'évoluer gratuitement dans des espaces mis à leur disposition, et qui consiste à :

- *Réunir plusieurs artistes schœlcherois ou non,*
- *Créer un espace d'expression musicale et artistique selon un principe unique,*
- *Mettre à dispositions près de 6 espaces scéniques : la place des Arawaks, l'espace ex-mutualité, le parking 1 ponton, l'espace plage, restaurants, parking de l'église, la place de l'anse madame (danses...),*
- *Faire évoluer tous les dons musicaux et artistiques à mettre la musique à l'honneur sous toutes ses formes, en live, en individuel, trio ou autres :*

  Styles musicaux : Jazz, Rock, Gospel, Zouk, Compas, Variété, Traditionnel, Rapp, Dance Hall, DJ, Percussion, Lyrique, Orchestre de rue, Classique, Chorale, Reggae, dance salsa et kizomba...
  Expressions artistiques : Œuvres d'art, Dance Slam.

La ville de Schœlcher invite et sensibilise tous les musiciens, amateurs ou professionnels, à participer à la ***18 ème édition,*** *le* ***dimanche 21 Juin 2026,*** *de ce concept unique, intitulé « Le Village Musical de Schœlcher ».*

Celui-ci se déroulera de ***17 heures à 23 heures,*** *dans le bourg.*

La ville souhaite reconduire cette opération avec les commerçants et partenaires qui souhaitent l'accompagner.

L'objectif est de permettre aux groupes en live et aux artistes de se produire au travers de plusieurs espaces scéniques dans un lieu précis, de 17 h 00 à 23 h 00.



de SCHOELCHER 2026

BUDGET PREVISIONNEL VILLAGE MUSICAL 2026

N°	LIBELLES	SOCIETE	PREVISIONNEL
1	Agent de Sécurité (25)		5 600,00 €
2	Agents sécurité 16		3 300,00 €
3	Agents sécurité 16		3 400,00 €
4	Sonorisation 1 Place arawaks		3 000,00 €
5	Location Back line 1 Place		
6	Location Back line 2 Eglise		
7	Location back line 3 Bord de mer		2 500,00 €
8	Espace scénique Bord de mer		2 500,00 €
9	Sonorisation 2 Eglise		2 000,00 €
10	Sonorisation 3 Mutualité		1 800,00 €
11	Sonorisation Bord de Mer		1 700,00 €
12	Assistance sanitaire		500,00 €
13	Animateur Village		650,00 €
14	Scène Eglise Mobilier/Praticables		3 000,00 €
15	Eau + jus		500,00 €
16	Impression flyers + affiches		
17	Impression banderoles		1 200,00 €
18	Toilettes autonomes		1 400,00 €
19	Structure Podium / Chapiteau		1 300,00 €
20	Achat glaçons		- €
21	Petit dejeuner		450,00 €
22	Restauration des équipes		1 500,00 €
23	SACEM		2 000,00 €
	Communication / Bande annonce	RCI	- €
24	Location Barrières Vauban		1 700,00 €
	TOTAL TTC		40 000,00 €

Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de Service « Animation Territoriale » précise que l'ensemble des animations du Village musical fera l'objet d'une large couverture médiatique. L'événement sera notamment retransmis en direct sur les antennes de RCI, avec la participation de ses animateurs emblématiques, dont Charlie, ainsi que sur Bel Radio et NRJ, de 17 h 00 à 23 h 00.

Elle indique par ailleurs qu'un important dispositif de communication sera déployé à cette occasion, comprenant des publications sur les différents supports numériques de la Ville, l'installation de banderoles promotionnelles ainsi que la diffusion de supports imprimés qui seront mis à la disposition des élus et du public en temps utile.

Enfin, Martinique La 1ère assurera une couverture particulière de l'événement en réalisant l'ouverture de son journal télévisé depuis Schœlcher le jour de la Fête de la Musique, en raison du caractère original et innovant du concept proposé par la commune.

Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de Service « Animation Territoriale » propose également d'intégrer à la communication de l'événement la mention **« Spécial Fête des Pères »**, la Fête de la Musique coïncidant cette année avec la célébration de la Fête des Pères.

Monsieur le Maire remercie ***Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de Service « Animation Territoriale »*** pour toute ces informations. Il plaide en faveur d'une politique culturelle davantage territorialisée ou démocratisée, reposant sur une répartition des manifestations et animations dans l'ensemble des quartiers de la commune.

Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de Service « Animation Territoriale » tient à préciser qu'un temps fort supplémentaire est prévu dans le cadre de la manifestation. Ainsi, la salle des délibérations accueillera un concert spécialement dédié au chant a cappella, assuré par l'association **AKAPELA**.

Monsieur le Maire remercie ***Madame Teddy PINVILLE, Cheffe de Service « Animation Territoriale »*** et cède la parole à ***Madame Jill OCTAVIA.***

Madame Jill OCTAVIA informe l'assemblée de l'organisation de la quatrième édition de l'événement **« Mizik ba Ti-Manmay' »**, programmée le 19 juin dans le cadre des manifestations associées à la Fête de la Musique.
Elle précise que cette initiative a pour objectif de soutenir la parentalité tout en contribuant à l'éveil culturel, au développement et à la socialisation des jeunes enfants.
Destinée aux enfants âgés de 0 à 6 ans ainsi qu'à leurs familles, cette manifestation proposera un espace musical ludique, convivial et adapté au jeune public. L'événement se déroulera à partir de 16 h 30 dans les jardins de la piscine municipale, offrant ainsi un cadre propice aux échanges intergénérationnels, à la découverte musicale et aux activités familiales.

Monsieur le Maire profite de cette occasion pour adresser une invitation à l'ensemble des membres de l'assemblée, les encourageant à participer aux différentes manifestations organisées avec leurs enfants et petits-enfants.
Il remercie l'ensemble des participants pour leur présence et leur implication dans les échanges, puis souhaite à chacun une excellente soirée avant de lever la séance.

La séance est levée à 19H48.

Schœlcher le 29 SEPT 2026
Le Secrétaire de séance,

Sandra PALIX

VILLE DE SCHŒLCHER
Direction des Affaires Générales

Schœlcher le 29 SEPT 2026
Le Maire,

Daniel CHOMET